

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Table-ronde : « Montagnes des Sud : les défis du développement »

Marianne Blache, docteure, professeur agrégée en CPGE, Lycée Chateaubriand, Rennes
Marion Charbonneau, Maître de conférences en géographie, Université de Pau et des Pays de
l'Adour

Mari Oiry-Varacca, doctorante, assistante, Université de Genève

Introduction : projection d'un film sur la gestion des ressources naturelles dans l'Atlas marocain

En prélude à l'échange lors de cette table-ronde, l'extrait du film de Maryse Bergonzat : « *La Vallée des Aït Bouguemez, une vallée pour l'exemple* » témoigne des défis du développement propre aux territoires montagnards du Maroc. La vallée des Aït Bouguemez, ou « *vallée heureuse* », présente un intérêt double pour les chercheurs de l'Institut de Recherche pour le Développement. Elle est à la fois la vallée des expériences, où fleurissent de nouveaux projets de développement touristique dans les décennies 1980-1990, et la vallée modèle. En effet, le massif de M'goun, dans le Haut Atlas Central est le creuset où les Berbères (ou Amazighs) ont entretenu les paysages sur la base d'une structure de gestion coutumière et raisonnée. La structure agraire des Aït Bouguemez repose sur le système des « *agdals* » (système de gestion collective des ressources naturelles, telles que les ressources fourragères ou les ressources en eau). L'efficacité de ce système de gestion traditionnelle est tributaire des savoir-faire paysans. Ce système est aujourd'hui réinterrogé par la confrontation aux structures nationales et supranationales, qui se fait au prix de changements structurels d'un milieu de vie encore traditionnel.

1. Les montagnes des Sud entre gestion collective et promesses du développement :

A partir de la thématique développée dans le film, cette appropriation et gestion collectives des ressources par des groupements d'acteurs vous semble-t-elle viable et porteuse de développement ?

M. Oiry-Varacca : Un système de gestion en évolution avec l'intervention d'acteurs exogènes

La Vallée des Aït Bouguemez se compose de 32 villages, les Berbères ont développé ce territoire par la gestion commune de ses ressources naturelles. Le territoire « *agdal* » est contrôlé par une communauté qui pose un ensemble de règles établies par les assemblées villageoises (*jmaâ*), il est mis en défens une partie de l'année pour permettre le renouvellement des ressources.

Deux éléments apparaissent après l'étude de ces structures agraires :

- ce modèle de gestion concerne plusieurs types de ressource (pâturage, forêt, eau). Ces ressources sont limitées et maintenues par un accord tacite qui encadre et sanctionne toute pratique contrevenant à la conservation de ces ressources.
- l'étude des jeux d'échelles et d'acteurs, dans la vallée et sur les versants, met en évidence les emboîtements d'échelles dans ses modes de gestions (échelle intertribale et villageoise).

Ce modèle est aujourd'hui remis en cause. A l'échelle locale, des conflits naissent de la fracture entre un monde de la tradition et celui de la modernité. Cette modernité s'immisce avec l'implantation de nouvelles structures dans la vallée. Ainsi, des tensions s'observent entre les associations de développement portées par les plus jeunes et les *jmaâ*, portées par les chefs des familles de notables. Ces acteurs traditionnels perçoivent parfois les nouveaux projets de développement de façon hostile. Ils mettent souvent en cause la légitimité et l'autorité des politiques de gestion proposées par des institutions qui leur sont extérieures (pouvoirs publics ou ONG étrangères). Par ailleurs, les pratiques des populations sont contrôlées par des instances étrangères aux habitants de la vallée : les forestiers, représentants de l'Etat, sont davantage perçus

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

comme une force répressive que protectrice. La superposition des acteurs et les interactions entre des projets divergents, tels que la construction d'une station de ski en lieu et place des terres de ces populations, renforcent ces rivalités.

M. Charbonneau : Aït Bougemez ou la « tragédie des communs »

A travers l'analyse de Maryse Bergonzat, il faut souligner l'importance du jeu d'échelles et la superposition des modes de gestion. Cet espace est géré et approprié par une collectivité d'individus formant plusieurs communautés. Le parallèle avec le bas de la vallée est prégnant. Le système de gestion collective est « réussi », mais il s'avère fragile pour certaines ressources, telles que l'eau. Ce film met en relief deux modèles théoriques de gestion :

- La théorie de la « *tragédie des communs* » (G. Harding, 1968, *The Tragedy of the Commons*), où toute gestion collective aboutit à un conflit entre l'intérêt individuel et le bien commun conduisant tragiquement à la surexploitation et la fragilisation des ressources.
- La théorie néo-institutionnaliste (Ostrom, 1990 ; Müller, Wolfgang) pour la propriété collective menant à une gestion durable dans la mesure où il existerait des règles et un contrôle par les collectivités locales. Le système de l'*agdal* est sensiblement similaire à ce modèle.

La proximité entre le village et la vallée facilite la gestion des ressources. Cependant, la tragédie des communs est patente dans la gestion des ressources en amont, l'altitude rendant plus difficile la gestion de ces ressources. D'autre part, le collectif ne constitue pas une seule entité, mais plusieurs entités parallèles. En fonction de la présence ou de l'absence des règles, d'une réalité territoriale plus ou moins complexe, il n'est pas aussi simple de forger une gestion viable ou vivable.

M. Blache : entre modernité et tradition

Cette vallée est marquée par des contraintes propres au milieu de montagne. Elle fonctionne sur la base de la complémentarité des ressources et de ces modes de gestion. L'enjeu de viabilité repose sur la relation entre les jeunes et les anciens. Cette vallée semble coupée du monde extérieur et de la mondialisation. La modernité ne s'impose pas autant et ne crée pas tant de clivage intergénérationnel. Sur ce territoire transparait la dichotomie habituelle entre les appétits de modernité des jeunes et le souci de la gestion des ressources par les anciens.

2. Les montagnes des Sud, entre fermeture et ouverture

2.1. Quels effets du processus de mondialisation vous semblent les plus marquants dans les montagnes des Sud ?

M. Oiry-Varacca : Le processus de mondialisation dans la vallée des Aït Bougemez accentue des oppositions géographiques, sociales et intergénérationnelles.

- Une opposition versant-vallée : la vallée s'ouvre à la modernité dès les années 1980 avec la mise en place de projets touristiques et l'implication d'acteurs mondiaux à l'image de la *Banque mondiale*. Les tensions qu'ils génèrent s'accroissent dans les versants au contact de la modernité. Les populations gagnent la vallée à la recherche des services de proximité, l'instruction et des infrastructures apportés par la diffusion de cette modernité, les agriculteurs sont les premiers à bénéficier de ce processus à travers la formation de guides touristiques.

- Une opposition sociale et intergénérationnelle : une fracture s'observe entre les jeunes diplômés et les non diplômés. Ces jeunes diplômés sont plus réceptifs aux sollicitations des bailleurs de fonds externes qui investissent sur les terrains agricoles et s'opposent au mode de gestion traditionnel. De plus, la culture de rente constitue une source de revenus non négligeable avec l'ouverture de marchés. L'agriculture de subsistance est concurrencée par la plantation en

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013*

pommiers et pommes de terre. Ces cultures sont introduites dans la vallée avec leurs pesticides, sachant par ailleurs que la majorité d'entre eux sont actuellement interdits en Europe.

Le bilan de la mondialisation dans les montagnes marocaines est mitigé à cause de ses effets pervers. Les stratégies opportunistes jettent ces communautés montagnardes dans le *maelstrom* de la mondialisation, d'où les stratégies inverses de résistance. La mondialisation est utilisée comme une nouvelle ressource pour la vallée. Ainsi, son branchement sur le maillage mondial permet aux agriculteurs doubles actifs de développer leur propre réseau avec le soutien des tours opérateurs pour attirer la clientèle touristique.

M. Charbonneau : Dans les Andes du Sud de l'Etat péruvien, la zone pastorale - notamment dédiée aux élevages de lama et d'alpaga - se situe à plus de 4000 m. d'altitude. L'alpaga constitue une ressource non négligeable pour les éleveurs puisque la fibre d'alpaga est considérée sur le marché mondial comme un produit de luxe. Malgré leur isolement, ces populations d'éleveurs sont intégrées au marché mondial de la laine depuis plus d'un siècle. Paradoxalement, on observait historiquement un flux des versants vers la vallée. En effet, pour vendre leurs produits, ces dernières devaient s'y rendre. Or, avec la mondialisation, on observe une inversion de ces déplacements (du bas vers le haut) : les gens de la vallée s'approvisionnent en toison d'alpaga et fournissent de manière hebdomadaire des vivres et produits de première nécessité aux éleveurs. L'accessibilité renforcée des routes, la démocratisation des espaces et l'arrivée de bailleurs de fonds et d'ONG ont permis la construction de programmes de développement plus ou moins adaptés aux pratiques traditionnelles. Cette mal-adaptation est à l'origine des tensions entre les populations et ces nouveaux acteurs. Par ailleurs, des tensions naissent au sein de cette société : les groupes sociaux les plus fortunés et les plus mobiles ont fréquenté les espaces urbains pour exercer un métier dans les villes. Ils se font les porte-parole de ces programmes de développement. Ce processus de mondialisation a apporté à cette société les moyens de communication, d'information par les nouvelles technologies implantées avec les ONG. Cependant, la fracture numérique persiste dans les espaces montagnards où la diffusion des télécommunications est plus difficile. Néanmoins, l'arrivée d'internet et du téléphone portable a permis à ces populations d'être connectées avec le monde et a transformé les pratiques locales et les modes de relation.

M. Blache : Au Laos, l'implication d'acteurs internationaux, dont les ONG environnementales, a poussé le gouvernement à mettre en place des mesures de conservation. La patrimonialisation des espaces montagnards est une des conséquences induites par la pression de ces lobbies environnementaux. Accompagné d'un argumentaire remettant en cause les modes de gestion traditionnel des terres par ses habitants, l'Etat déplace les ethnies dans les fonds de vallées et les dépossède de leur espace de vie. Or, pour ces populations vivant de la riziculture sur brûlis, cette gestion est restée durable dans la mesure où l'accroissement démographique est limité. Néanmoins, dans un Etat communiste autoritaire, ces populations sont contraintes par ces politiques de développement. Par ailleurs, cet Etat adopte des mesures opportunistes en fonction des projets lancées par les ONG et des subventions qui les accompagnent. De ce fait, ces subventions disposent d'un important effet de levier dans le développement de ces territoires montagnards. Cette dernière décennie est marquée par l'arrivée d'acteurs économiques et de capitaux en provenance d'Asie du sud est. Ils ont conduit le Laos à dépendre en partie des investissements chinois qui trouvent dans ces montagnes des ressources forestières, minières, hydroélectriques. De ce fait, les villageois ont adapté leur mode d'exploitation au contact de la mondialisation. Ces populations se lancent dans la culture intensive de l'hévéa, principale culture de rente. La modification de la structure agraire par la montée de l'individualisme a conduit à un mode de gestion concurrentiel des terres. Ainsi, la mondialisation a entraîné une déstructuration des modes de gestion collective des ressources.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

2.2. La notion de « montagne refuge » vous paraît-elle pertinente dans les terrains que vous étudiez ? Quelles sont les incidences des processus de désenclavement et d'amélioration de l'accessibilité sur ces terrains ?

M. Oiry-Varacca : Les montagnes du Maroc sont considérées comme des régions berbères, elles seraient en quelque sorte un « refuge culturel » pour ces populations. La berbéricité est une spécificité culturelle qui revendique ses propres langue et culture. Elle se distingue par la résistance culturelle et linguistique revendiquée par les Amazighs. Cependant, il est nécessaire de relativiser cette notion dans la mesure où l'équation Berbère / montagne est née de la colonisation. Elle répond à l'opposition entre le « *Maroc utile* » (car fertile) et le « *Maroc inutile* » des montagnes. Cette stigmatisation et cette catégorisation sont une création imposée par l'Occident qui n'a pas de sens. Le métissage est par ailleurs un phénomène continu qui s'observe dans les villes, puisque les « montagnards berbères » ont connu l'exode rural. Par ailleurs, les premiers immigrants à destination de la France sont des montagnards. Cette idée de « montagne refuge » est une représentation entretenue par le tourisme. Les acteurs du tourisme cultivent l'exotisme, l'orientalisme, ils construisent l'idée d'une population berbère ethniquement différente.

Le désenclavement est un réel enjeu. Les acteurs extérieurs qui entretiennent l'image d'un Maroc sauvage, de la Berbéricité ont peur de changer ce cadre pour conserver cet idéal de montagne refuge. De ce fait, la montagne marocaine reste en marge. Or, ses habitants réclament le désenclavement dans cet espace qui reste en partie isolé de la ville et de ses commodités.

M. Charbonneau : Au Pérou, la montagne andine est un refuge historique, culturel, social, économique. De ce fait, l'expression de montagne refuge prend tout son sens dans ces montagnes. Historiquement, ces zones n'étaient habitées que périodiquement. L'arrivée des colons a entraîné un déplacement des autochtones vers les massifs et a permis la colonisation de ces espaces. Aujourd'hui la montagne est un refuge dans la mesure où elle abrite des spécificités culturelles et écologiques. Les zones de hautes altitudes constituent un conservatoire, puisqu'elles sont un refuge pour les élevages de lama et d'alpaga qui contribuent à l'identité forte des Andes. Cette spécificité culturelle est véhiculée par les communautés qui ont su conserver des pratiques ancestrales. Ces dernières n'attirent pas les touristes mais intéressent les ONG et l'Etat. De plus, l'élevage d'alpagas est une ressource rentable, les jeunes à la recherche de ressources économiques intéressantes préfèrent rester dans la puna pour conserver leurs troupeaux plutôt que d'émigrer dans les villes proches (où le marché du travail est saturé) ou sur l'Altiplano, plus accessible mais producteur de tubercule, produit à faible valeur ajoutée. Enfin, ces milieux restent difficilement contrôlables du fait de leur marginalité et de leur enclavement, ce qui en fait des lieux propices à l'émergence de trafics et de mouvements de contestation, telles que le *Sentier lumineux* et le narcotrafic.

M. Blache : Au Laos, le peuplement s'explique par cette fonction de montagne refuge. Avec l'intervention de l'Etat, ces populations ont été repoussées vers la plaine ou en direction des altitudes plus basses. La maîtrise de cet espace devient pour l'Etat une nécessité. Or, il faudrait s'interroger sur la réalité du danger, et voir dans les discours ce qui est construit pour servir les intérêts des politiques volontaristes de développement. Néanmoins, les montagnes servent de refuge à certaines activités illégales, telles que le narcotrafic du *Triangle d'or*. Ces marges montagnardes sont également des espaces frontaliers, d'où la nécessité de contrôle des populations. Cependant, cette « montagne refuge » n'existe plus vraiment, même si les montagnes restent un milieu à maîtriser pour le gouvernement. Enfin, il n'existe pas de volonté de désenclavement de ces montagnes. Les politiques de gestion optent pour des solutions alternatives en rassemblant la population dans les plaines pour ne pas avoir à investir la montagne. Ces mesures répondent à des logiques de facilité et de rentabilité. Par ailleurs, il ne s'agit pas de désenclaver pour la population,

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013
mais plutôt de rendre accessible ces milieux à d'autres acteurs, tels que les touristes ou les exploitants étrangers.

Questions de la salle

1. Existe-t-il une logique de sanctuarisation de ces espaces face au tourisme, pour s'en prémunir : la formation de « conservatoire des traditions rurales » serait-elle une réponse au tourisme ?

M. Blache : *L'Asie du sud-est connaît un développement de « villages culturels » et de « villages ethniques ». Les villages se mettent en scène pour le tourisme, la culture ancestrale est amalgamée au folklore. En outre, l'acculturation gagne ces mêmes populations du fait de la proximité au monde moderne. Cependant, l'Etat se fait le garant de la conservation d'un « label ethnique » ; ce contrôle s'effectue par la majorité ethnique qui est au gouvernement et qui impose aux populations de ne « garder que les bonnes coutumes ». A cela s'ajoute la sanctuarisation environnementale des ressources faunistiques et floristiques qui conduit à l'élimination des « habitants prédateurs ». On peut parler de double sanctuarisation pour les montagnes du Laos.*

M. Charbonneau : *Au Pérou, dans mon secteur d'étude, il n'y pas de tourisme et donc pas de sanctuarisation. Les seuls éléments remarquables sont la conservation des danses traditionnelles mises en valeurs par des concours internationaux.*

M. Oiry-Varacca : *Ce terme de sanctuaire serait exagéré pour le Maroc. Les acteurs touristiques vantent la berbéricité, sans pour autant qu'il y ait une sanctuarisation. Les touristes sont eux-mêmes conscients de la folklorisation des coutumes berbères. Par ailleurs, la sanctuarisation aurait un effet de repoussoir pour cette activité. Cependant, on peut noter la volonté de préservation d'espèces endémiques, telles que le genévrier thurifère.*

2. Dans quelle mesure le terme de « montagnes des Sud » est-il approprié pour désigner les territoires étudiés ? En quoi se différencient-elles des « montagnes des Nord » ?

M. Charbonneau : *Cette appellation ne remet pas en cause la diversité dans les montagnes des Sud et leur spécificité organisationnelle. Ces espaces sont marqués par un phénomène de mondialisation à la fois rapide et violente, alors qu'il s'est opéré de façon progressive et continue dans les montagnes des Nord. L'élément marqueur est la présence des télécommunications (téléphone portable notamment) et leur développement rapide.*

M. Blache : *Ce terme évoque les montagnes qui ont été marquées par la rapidité et les chocs du processus de mondialisation. Il regroupe des éléments qui se ressemblent dans leur forme et leur complémentarité. Par ailleurs, il désigne des espaces qui sont souvent plus pauvres, et en demande de développement. De manière générale, les défis du développement rassemblent ces Montagnes des Suds.*

M. Oiry-Varacca : *Ce qui, pour moi, fait que le terme « montagnes des Sud » a un sens, est la demande faite par les populations de ces montagnes de développement, d'accessibilité, leur aspiration à ce que soient satisfaits leurs besoins de base.*

3. Existe-t-il des projets d'aide au développement dans ces montagnes des Sud et pour quels types d'aides ? Quelles en ont été les modalités de mise en place ? Comment ont-ils été reçus ?

M. Oiry-Varacca : *Lorsqu'un projet d'aide se met en place, il est nécessaire de savoir à quels acteurs on s'adresse et quels sont les acteurs qui vont en bénéficier. Qu'est-ce que ces acteurs peuvent en faire, sachant que les acteurs traditionnels ne veulent pas que les ONG gagnent du pouvoir dans les villages ? En général, il y a une appropriation quand il existe soit une structuration forte, soit une bonne coordination entre les acteurs. Il faut davantage poser la question de la structuration des acteurs plutôt que des modèles à utiliser. Certains acteurs du*

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

développement qui émergent dans l'Atlas sont des migrants partis en France à partir des années 1980. En France, ils ont fondé des associations de soutien au développement dans leur région d'origine. Migration et développement sont liés. Quand les migrants parviennent à jouer un rôle d'intermédiaire entre les acteurs locaux, bénéficiaires du projet, et les acteurs qui financent le projet, ils jouent un rôle clé dans le développement de leur région d'origine. Dans ce cas, on assiste à une structuration des acteurs favorable à la réussite des projets de développement. Le travail en matière de développement dépend aussi des opportunités : par exemple, les financements d'auberges par l'Agence Française de Développement.

M. Charbonneau : Au Pérou, les ONG s'adressent seulement aux communautés. Ces projets de développement ne fonctionnent que lorsque cette entité collective a une réalité sociale. Dans la puna les projets de développement sont essentiellement agronomiques pour la modernisation du système de production, puisque ces ONG partent du principe que les populations locales ne savent pas gérer leur territoire et pratiquent abusivement le surpâturage. Ces programmes cherchent à améliorer la productivité et la préservation des ressources.

M. Blache : Le Laos est devenu « la foire aux ONG », ces dernières ont un poids considérable. L'Etat a la mainmise sur ces ONG. Les projets de développement des ONG sont donc des projets qui répondent aux besoins de base, tels que la construction de route en montagne. Les ONG servent à pallier les carences de l'Etat autoritaire. Ce mode de gestion a une conséquence spatiale particulière : les ONG identifient certains espaces pauvres et les aménagent au détriment d'autres ce qui entraîne des inégalités de développement.

4. Qu'en est-il de l'expérience de collectivisation qu'a apportée le maoïsme au Pérou ? Pourquoi ce modèle de développement ne s'est-il pas pérennisé ?

M. Charbonneau : Dans les années 1970, le gouvernement a conduit une réforme qui s'est illustrée par l'expropriation des haciendados et une redistribution aux travailleurs des haciendas regroupés en coopératives ou en entreprises associatives. Quarante ans après, seules cinq structures perdurent du fait des problèmes de gestion (financière, administrative, de concurrence des troupeaux personnels et collectifs, etc.). En outre, ces structures ne répondaient pas aux revendications ancestrales des communautés qui cherchaient à récupérer les terres accaparées par les latifundistes. Les individus envoyés par l'Etat pour organiser ces haciendas n'étaient pas reconnus par les populations locales. Dans les années 1980, l'Etat a mis en place une seconde réforme agraire pour démanteler les coopératives en communauté afin de refonder les structures traditionnelles sur le modèle précolombien.

M. Blache : Au Laos, pays communiste, il n'y a pas de collectivisation des terres, mais des définitions de propriétés privées par des individus ou des villages. Les programmes de regroupement mené par l'Etat reposent sur un modèle de gestion qui n'est pas adapté au modèle traditionnel. L'allocation des terres et la volonté de regroupement des villages est un échec. Le problème réside dans les déplacements et les regroupements forcés des ethnies qui ne partagent pas cette volonté de regroupement des moyens de production.

M. Oiry-Varacca : Au Maroc, les terres sont gérées collectivement selon le modèle de l'agdal. Ce modèle n'est pas reconnu par l'Etat, même s'il est toléré. Par ailleurs, il n'y a jamais eu de tentatives de collectivisation. Le Maroc s'est distancié des Algériens alors qu'ils prônaient un modèle socialiste. En outre, les revendications des associations amazighes militantes réclament la reconnaissance de la gestion collective par les acteurs internationaux, en réparation des injustices subies pendant la période coloniale.

Compte-rendu par Thérèse HUGEROT, Master 1 STADE

Paysages, milieux et sociétés en Himalaya : une approche critique de la théorie de la dégradation des milieux

Isabelle SACAREAU
Professeur des Universités, Université de Bordeaux

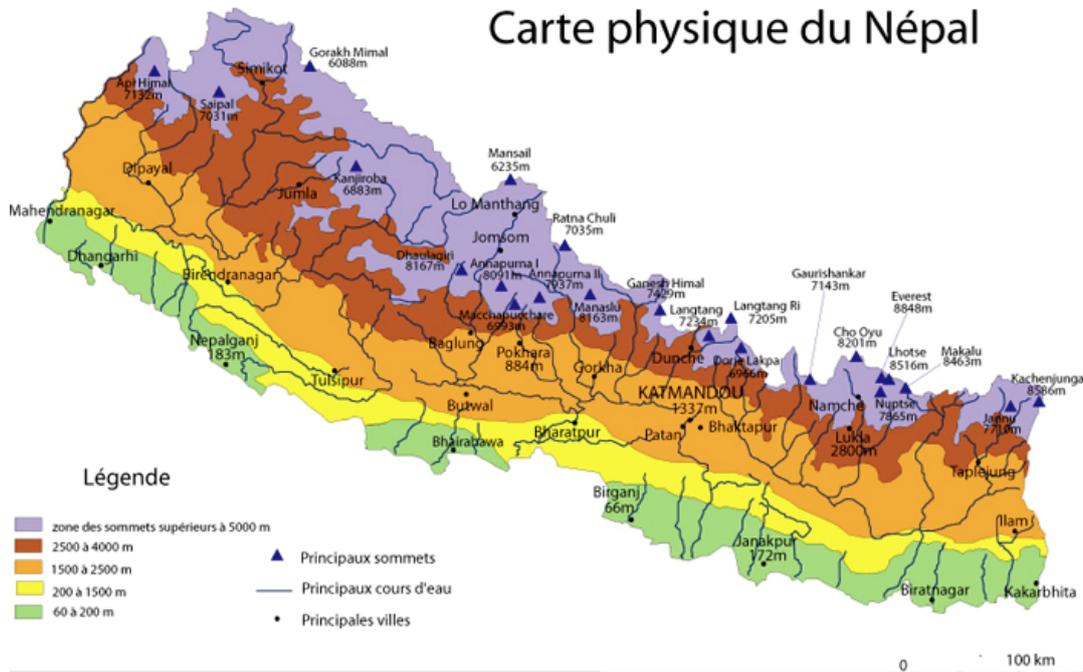
Introduction

Pour engager son intervention, Isabelle Sacareau pose la question de l'histoire et du devenir des paysages dans l'Himalaya népalais en s'appuyant sur des travaux de recherche issus d'un programme pluridisciplinaire *Pir-Environnement* du CNRS mené entre 2000 et 2003. Géographiquement, le Népal est enclavé entre au nord, la chaîne himalayenne, et, au sud, la plaine du Gange. Le pays s'organise en trois bandes parallèles ; la 1^{ère} au nord, correspond à la haute montagne : la chaîne himalayenne. Elle possède de nombreux sommets à plus de 8000 m (dont l'Annapurna, l'Everest) qui ont permis au tourisme et aux expéditions de se développer. La 2^e bande coïncide avec la moyenne montagne (notamment avec la chaîne du Mahabharatta), représentant environ 44 % de la superficie totale du pays. Cet espace des contreforts himalayens est abondamment arrosé par les pluies de mousson, contrairement à l'espace de haute montagne où les pluies pénètrent peu. Enfin, la dernière bande à l'extrémité sud du pays, correspond à la plaine du Teraï : une prolongation de la plaine du Gange. Ces deux dernières bandes représentent les espaces les plus occupés par les populations et leurs activités. Avec 23 millions d'habitants en majorité hindoue, et bouddhiste dans les hautes montagnes, on remarque des densités assez fortes mais très localisées (196 habitants/km² en 2008). Pays le plus pauvre d'Asie du Sud et 14^e pays plus pauvre du monde (classement ONU), il profite de ce fait très largement de l'aide internationale. D'un point de vue paysager, les hautes montagnes himalayennes emblématiques font partie de l'imaginaire occidental. A partir de 1950, l'ouverture tardive des frontières népalaises a permis aux occidentaux, d'abord les alpinistes puis les experts internationaux pour l'alpinisme puis pour les expertises, de développer le pays. Cette ouverture des frontières constitua en partie un accès à la modernité, qui engendra de profondes mutations en plaine avec le défrichement, et une forte émigration depuis les montagnes. Les politiques locales se sont alors concentrées sur le Moyen pays népalais, ses grands versants cultivés et ses forêts surplombantes. Ces caractéristiques locales poussent à s'interroger sur le scénario de crise environnementale dans l'Himalaya népalais (plus connu là bas sous le nom de « *théorie de dégradation des milieux* ») qui s'est construit alors.

L'intervention se déroule en trois temps. Tout d'abord, une présentation du territoire, de ses aménités et ses ressources aux travers de récits de paysages emblématiques permettra de contextualiser cette théorie de dégradation des milieux qui amène dans un second temps à une explication profonde de la théorie et des réponses engagées par les politiques locales. Enfin, de cette analyse pourront être dégagées des critiques à la validité de cette théorie de dégradation des milieux.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

1. L'utilisation des paysages emblématiques népalais dans les grands récits, pour l'alimentation d'une théorie de crise environnementale



Carte physique du Népa. © I. Sacreau.

Le moyen pays népalais est un espace constitué de versants en terrasses entre 1000 et 5000 m. d'altitude correspondant à un étagement de la végétation des versants cultivés. Des terrasses irriguées et terrasses sèches sont dominées par des forêts magnifiées pour leur biodiversité et leurs espèces endémiques. Ces dernières, surplombées par des pâturages d'altitude, sont très largement défrichées pour laisser la place aux cultures en terrasses et à l'extension des pâturages. Seuls quelques morceaux de forêts persistent résiduellement venant se densifier jusqu'aux sommets des crêtes montagneuses (à environ 3000 m.). Il s'opère ici un étagement par types de cultures : jusqu'à 1800 m, de grands versants en terrasses, supportant des rizières irriguées ; entre 1800 et 2500 m, on trouvera des cultures sèches de maïs, de blé, de pommes de terre, d'orge sur des pentes pouvant parfois atteindre 35°. Quant aux villages, ils sont la plupart du temps situés au centre de ce versant défriché. Ce paysage décrit est représentatif des moyennes montagnes du Népal central. Ils sont affectés pendant les périodes de moussons par des phénomènes naturels spectaculaires de type érosion, glissement de terrain, affectant les champs et maisons, considérablement vulnérables.

La théorie de dégradation des milieux en Himalaya s'apparente à une crise écologique impliquant de grands bouleversements pour les paysages forestiers de montagnes et du centre Népal. Il subsisterait deux hypothèses : l'une concernant l'existence d'un rapport entre croissance démographique, utilisation des ressources naturelles, processus d'érosion et catastrophe naturelle. La seconde exprime le fait qu'il existerait un lien de cause à effet entre les modalités de gestion en amont des bassins versants et les catastrophes naturelles constatées en aval dans la plaine et le delta du Gange. En 1970, le géographe canadien Jack D. Ives et le géographe suisse Bruno Messerli ont décrit sous le nom de « *théorie de la dégradation de l'environnement himalayen* » la théorie que les premiers observateurs des paysages népalais ont construit. Elle repose sur le postulat non démontré que la croissance démographique serait à l'origine de la pression sur les milieux et donc de la déforestation, qui associée à la mousson, aurait pour résultat des crues, des inondations et de l'érosion. Par changement d'échelle et effets indirects, la plaine du Gange et le delta du Bangladesh

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

subiraient les répercussions des pratiques agro-pastorales en amont. Mais cette théorie serait à nuancer. Pour les inondations dans le Golfe du Bengale par exemple, elles sont majoritairement provoquées par des cyclones et raz de marée associés au phénomène de mousson.

Un cercle vicieux se mettrait en place ; les progrès dans le domaine de la santé ainsi que l'éradication de certaines maladies - comme la malaria dans la plaine du Térai - ont eu pour conséquence une forte croissance démographique. Cette hausse de la population entraîne une demande grandissante en ressources en bois et en terres agricoles (pour une population dépendant à 80 % de la ressource forestière), entretenant ainsi une pression accrue sur le milieu naturel. Le constat du recul des forêts dans le paysage est le résultat alarmant de la pression sur le milieu et de la déforestation massive à partir des années 1950 jusqu'aux années 1980, aurait entraîné la perte de la moitié des réserves népalaises. La diminution des terres agricoles serait à l'origine de nouveaux défrichements et d'une déforestation accrue pour aménager de nouvelles terres à cultiver sur des pentes de plus en plus fortes. La distance au bois de feu s'en trouverait allongée et la récolte réclamerait plus de travail. Il y aurait donc une diminution de la productivité du travail et une utilisation de plus en plus fréquente de bouses séchées comme combustible pour remplacer le bois. En conséquence, les terres agricoles seraient privées de fertilisants naturels, ce qui conduirait à une baisse de rendements et à une moindre cohérence des sols.

2. Les réponses des politiques publiques face à ce scénario de crise néo-malthusien

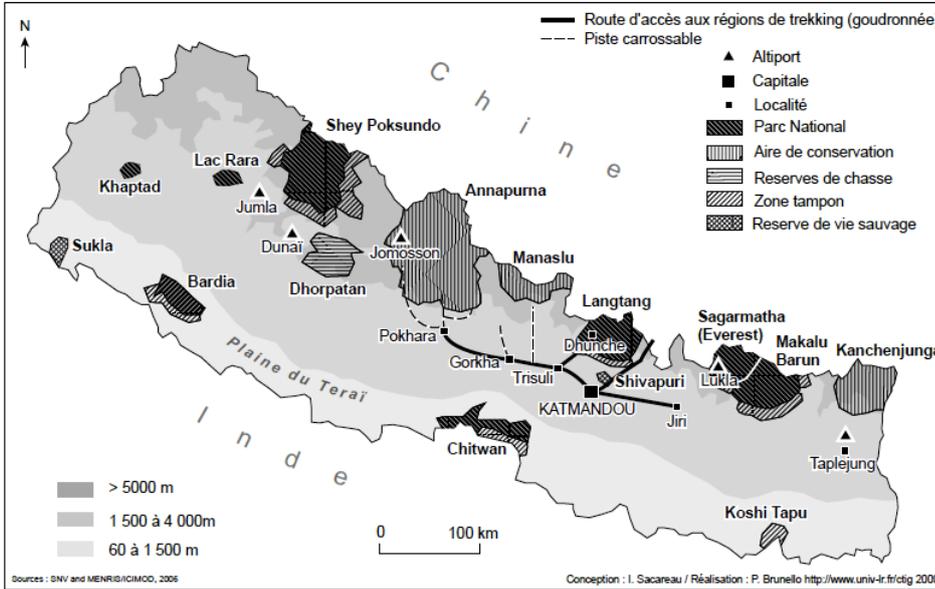
Finalement, les défrichements, les terres marginales, l'allongement de la distance aux ressources en bois, la perte de la fertilité des sols, l'appauvrissement et enfin l'émigration font partie du constat final de ce cercle vicieux de la théorie de dégradation du milieu. Suite à ces observations, les scientifiques ont poussé un cri d'alerte ; la paysannerie locale et ses pratiques agro-sylvo-pastorales sont accusées de la déforestation. La *Banque Mondiale* avait prédit la disparition de la forêt au Népal et une perte conséquente de la biodiversité d'ici 2000. Le tourisme en constante croissance depuis les années 1960 (aujourd'hui près de 100 000 touristes par an) dans les régions de l'Annapurna et de l'Everest est aussi mis sur le banc des accusés. Les expéditions et treks organisés, avec les feux de camps, la constitution de *lodges*, l'utilisation du bois de chauffe dans ces dernières pour la nourriture, les douches et la multiplication des déchets impacteraient directement le milieu naturel. Ce deuxième cercle vicieux est un exemple type d'un schéma néo-malthusien ; les ressources naturelles diminuent de façon arithmétique. Ici, l'augmentation de la fréquentation touristique entraînerait un épuisement de la ressource et une diminution de la population (exode rural). Cette utilisation du cadre environnant par les sociétés locales serait reprochée par les politiques publiques.

En 1957, l'Etat conclut que les populations locales ne savent pas gérer leurs forêts, et les nationalise. Ces dernières étant anciennement gérées par les communautés villageoises, l'Etat n'intervenait que partiellement pour arbitrer les conflits d'usages et les abus. Les pratiques ancestrales de ces populations prenaient en compte les besoins, l'état des ressources et les dates de prélèvements du bois. Par cette nationalisation, l'Etat déresponsabilise ces paysans en affectant un système de gestion par des gardes forestiers ; ces derniers étant mal rémunérés, une forte corruption se met en place. Entre 1957 et les années 1970, un effet opposé à celui recherché est constaté : une dégradation accélérée de la forêt.

Dans les années 1970, une seconde réponse voit le jour au travers de nouvelles politiques centrées sur la volonté de durcir les politiques conversationnistes préexistantes, avec notamment la création d'espaces protégés et de parcs nationaux.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud.* Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Les aires protégées au Népal en 2009



Les aires protégées du Népal en 2009. © I. Sacareau, 2009.

Les populations sont contraintes à des prélèvements très restreints sur la forêt revenant à une exclusion des plus démunis. La pratique du braconnage augmente pour la survie des populations et les zones forestières en limite des parcs sont surexploitées. La gestion des parcs par les forestiers occasionne un rapport à l'environnement fondé sur une lecture stricte de la protection, voire à la proscription des pratiques humaines dans ces espaces. Des formes de déguerpissement (vu comme une forme de maîtrise de développement du territoire) sont mises en place.

Dans les années 1990, de nouvelles politiques s'orientent sur la gestion participative des populations locales. On assiste à une rétrocession progressive des forêts aux communautés villageoises avec l'obligation de mise en défens au travers des campagnes de reboisement à partir de pépinières, et un encouragement à la plantation d'arbres privés autour des champs et des espaces à risques. Une forte mutation dans le paysage mais aussi dans les pratiques sociales est observable. Le gouvernement s'approprie le discours des scientifiques et des experts à travers des campagnes de sensibilisation et de vulgarisation des « bonnes pratiques » mais aussi de « culpabilisation » avec un fort marketing de l'environnement dans les écoles, à la radio... « *Si nous coupons les arbres, cela fait un trou dans la couche d'ozone et les touristes ne pourront plus respirer* » explique un paysan népalais sur le terrain ; ces discours de sensibilisation sont diffusés par les médias et par les ONG sur le territoire. Le gouvernement népalais, en s'appropriant cette théorie, y trouve un intérêt. En effet, elle lui permet de légitimer les fonds de l'aide internationale pour aider les populations népalaises à lutter contre la déforestation et d'échapper aux catastrophes naturelles impactant les habitants de la basse vallée du Gange.

Par la mise en place de politiques de conservation des milieux, de reboisement, l'interdiction de certaines pratiques agro-sylvo-pastorales, la création de parcs nationaux, le bilan est tel qu'en 2001, 17 % du territoire népalais correspond à des espaces protégés. Ces mesures de protection constituent aussi un aspect bénéfique pour la préservation des paysages et pour le tourisme, seconde activité économique du pays.

3. Les critiques apportées à cette théorie de dégradation des milieux

Les politiques publiques précédemment étudiées sont fondées sur une théorie qui n'a jamais été démontrée et qui continue d'inspirer ces dernières. Elle repose sur des observations lacunaires, localisées dans le temps et dans l'espace et abusivement généralisées à l'ensemble de la chaîne.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Dans le temps, car les observations ont été faites à un instant « *t* » (à partir de 1950, date à laquelle les changements importants apparaîtraient), sans connaître l'histoire des milieux et des sociétés.

Les changements affectant le milieu sont assimilés à un scénario de crise qui va entraîner des mutations dans le paysage. On peut alors se demander s'il existe un équilibre absolu qu'il faudrait respecter ? Le problème initial est celui de la définition d'un état de référence permettant par la suite de définir une crise et cet état n'est pas défini dans l'histoire. Se pose aussi la question de la réversibilité ou non des phénomènes observés. La pression démographique est un référent problématique, majeur dans un pays du sud comme le Népal. N'aurait-on pas besoin de cette population pour l'entretien du milieu ? Cette théorie ne tient pas compte de l'instabilité naturelle des versants himalayens et des épisodes catastrophiques séculaires (comme les glissements de terrain sur le versant de Salme au centre-ouest du Népal). Les glissements de terrain sont très anciens, liés à la forte sismicité associés aux pluies et aux moussons sur des zones de failles qui se réactivent périodiquement depuis des siècles, avec des phases de stabilité et d'instabilité et des périodes de recolonisation par la végétation. Finalement, ce sont des conditions géologiques et édaphiques qui interdisent le développement de la forêt dans de nombreux espaces.

Aussi, les archives historiques sur le paysage népalais renseignent sur l'existence ancienne des préoccupations environnementales. Elles témoignent de la connaissance des processus physiques par les sociétés du passé. Ces témoignages permettent de prouver l'évolution des paysages en fonction de longs cycles séculaires de déforestation et de reforestation. *« Les forêts doivent être préservées près des points d'eau. Si les arbres font défaut, il n'y aura plus d'eau lorsqu'on en recherchera. Les points d'eau seront à sec. Si les forêts sont abattues, il y aura des ravinelements. Si les ravinelements sont nombreux, cela causera des destructions. Ces accidents n'épargneront pas les rizières. Sans forêts, le travail du maître de maison ne pourra être accompli. C'est pourquoi celui qui coupera du bois dans la forêt près des points d'eau sera puni de 5 Roupies »* (14^e édit de Ram Shah, roi de Gorkha, 1606-1636). Les lectures de récits de voyage au début du XIX^e siècle et l'étude de photographies anciennes permettent également de relativiser les observations actuelles.

Cette conscience des milieux instables préexiste également dans les représentations des paysanneries et leurs pratiques de restauration des milieux. Elles renseignent sur leur perception du risque, des aléas et des catastrophes.



Représentation du monde par les Népalais.

En effet, les hindous représentent le monde par une tortue qui porte un poisson lui-même supportant un sanglier et un territoire cultivé par les hommes. Au sommet, les divinités sont représentées. Cet ensemble forme une pyramide très stable mais lorsque la tortue se meut, des petits séismes vont perturber toute la pyramide. Si le sanglier entre en mouvement, des grosses catastrophes vont avoir lieu. Cette représentation du monde par les hindous montre que les sociétés locales connaissent les épisodes catastrophiques et savent s'y adapter.

La conscience de l'instabilité des milieux s'exerce aussi dans la connaissance des cycles naturels. La saison des pluies correspond à la saison descendante pour les hindous : la période néfaste des calamités (maladies, inondations) parallèlement à une période d'intenses travaux agricoles et de rituels pour protéger les terres et les maisons.

a. Une des représentations du monde par les Népalais, dans PANDAY R. K., 1995.
 La tortue supporte le poisson qui supporte le sanglier qui supporte lui-même la terre, soit l'homme et son environnement. Que la tortue ou le poisson remuent doucement et se produisent de petits séismes, qu'ils bougent plus brutalement ou que le sanglier fasse passer la terre de l'une de ses défenses à l'autre (GLASSER, 1982 ; LACOMTE-TILKOVIS, 1995) et se produisent de grands tremblements de terre. Cette représentation montre que les sociétés népalaises ont conscience d'évoluer dans un environnement à l'équilibre précaire, aspect qui n'est pas toujours, loin s'en faut, pris en compte dans les modélisations de leur fonctionnement.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

La fin de la mousson est la saison montante (lune montante). Elle correspond à la période des récoltes, de fêtes, où l'on va entretenir et remettre en état le milieu endommagé. Pour comprendre l'intégralité de l'anthroposystème népalais, il faut prendre en compte les activités de restauration dans leur permanence et dans leur temporalité.

Pour appréhender comment ces sociétés concevaient leurs terroirs, le travail de recherche a permis de dresser une carte des toponymes du versant de Salme (*in* Smadja, dir., 2003). Une multitude de toponymes renvoie à la nature des sols, des cultures et des espèces naturelles qui y poussent et s'y développent, ce qui constitue une très bonne connaissance du milieu. On distingue une opposition entre l'espace forestier peu nommé et redouté et l'espace cultivé soigneusement agencé, où les toponymes sont nombreux.

Les forêts mises en défens par les hindous sont les forêts sacrées. Elles représentent l'espace protégé à partager avec les divinités. Pour mettre en place des politiques publiques de gestion de la forêt, il faut se renseigner sur les pratiques et la gestion locale. Les politiques ont ici considéré que les populations étaient ignorantes concernant la gestion du paysage vernaculaire népalais. Dans les modes de gestion de la pente et de l'érosion par les agriculteurs, on assiste à des gestions du milieu différentes sur les espaces comparables (altitude, pente, orientation). Par exemple, les bocages montagnards retiennent et maintiennent aussi bien les sols en terrasses et des sols irrigués qu'une forêt : des glissements de terrain qui ne sont pas liés forcément à la coupe de bois.

Les plus fortes densités de population ne sont pas systématiquement en montagne, car elles se concentrent dans la plaine et dans le bassin de Katmandu. De plus, l'émigration est de plus en plus définitive, en lien avec la campagne de défrichement des années 1950 dans la plaine du Térai. Les paysans les plus pauvres des montagnes ont été incités à migrer dans les plaines pour entretenir le milieu. Ce sont dans les régions où l'émigration a été massive que la dégradation des milieux a été plus forte. Le paysage vernaculaire visible peut être trompeur. Les champs abandonnés ou cultivés dans des pentes raides, ne sont pas forcément liés à la pression démographique ; ce sont souvent des modes d'appropriation du terrain avec des terres qui seront elles aussi mises en jachère. Le postulat acceptable est finalement celui allant à l'encontre des pensées néomalthusiennes des politiques ; l'érosion sera plus importante là où l'émigration sera la plus forte (« *Less people, more erosion* » écrit Esther Boserup en 1965).

L'évolution est telle que les paysages subissent une forte mutation ; des arbres sont plantés autour de parcelles privées, des champs et des maisons pour assurer les besoins quotidiens, liés à un encouragement des politiques publiques. L'arbre privé va donc prendre le pas sur l'exploitation collective de la forêt. Ainsi s'instaurent un processus d'individualisation de la forêt et une forte mutation dans le système agro-pastoral ; dans les pays du moyen versant, l'agriculture doit être privilégiée et donc les jachères supprimées et les animaux gardés à l'étable. La pratique du pâturage et l'élevage vont fortement baisser et des arbres fourragés vont être plantés autour des champs pour nourrir le bétail. Un bocage va finalement s'installer.

Les politiques se focalisent trop sur la forêt et en oublient les pratiques locales et l'importance de l'arbre. Il faut donc repenser les discours pessimistes sur la baisse de rendement du travail lié à l'éloignement des ressources forestières. Le bocage ainsi constitué autour des champs est la preuve que les paysans sont capables de gérer eux-mêmes et durablement leur ressource en la transformant, en s'affranchissant de la forêt, constituant ainsi un élément principal de la transformation des paysages.

Conclusion :

La théorie de la dégradation des milieux himalayens a construit un récit de crise venant frapper l'opinion publique, en mettant en exergue une explication sous forme de cercle vicieux, par des récits synecdoques et par l'utilisation de grandes métaphores (du type « la forêt comme poumon de la planète ? »). Un amalgame généralisé est créé en articulant par exemple agriculture sur brûlis

15^e Journée d'études *Géo'rizon*. *Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

et déforestation. La question du tourisme est également à prendre en compte ; 100 000 touristes par an au Népal à l'échelle d'un pays sont à comparer avec les Pyrénées dont le Parc national compte plus d'un million de touristes par an. L'activité de portage pour les trekkeurs est le prolongement d'une coutume datant de l'acheminement des marchandises en montagne. Aucune étude d'impact n'a été conduite à l'époque sur les effets de ce portage traditionnel sur les ressources forestières, comparées au trekking. Le paysage serait également banalisé par les matériaux utilisés pour la construction des *lodges* ; des matériaux non traditionnels mais finalement plus écologiques. Il est alors nécessaire de replacer toutes ces affirmations dans un contexte spatio-temporel bien défini. Les problèmes actuels ne sont pas liés à la déforestation ou à l'érosion, mais plutôt à celui de populations déshéritées qui sont marginalisées par ces changements et par des mesures de protection de l'environnement qui les excluent. Le partage équitable des ressources est primordial dans ce scénario installé de crise. La question des problèmes sociaux et économiques passe avant celui de crise écologique. Une rhétorique technicienne va se mettre en place en définissant un problème au sein d'un cadre général acceptable par un plus grand nombre d'acteurs. L'intérêt au maintien de ces discours profite à un certain nombre d'entre eux. L'Etat par l'obtention d'aides internationales pourra par exemple être en mesure de créer des espaces protégés à la frontière de pays multi-ethniques de manière à installer des protections et surtout un contrôle politique au bon endroit. Les forestiers constituent au Népal un lobby puissant. Ils possèdent les connaissances scientifiques du milieu, mais sont mal vus par les populations locales à cause de la corruption. Les ONG et les groupes de pression deviennent les interlocuteurs incontournables des politiques publiques. Le fait d'exagérer la situation environnementale à l'échelle locale est un moyen pour les ONG de s'installer. L'environnement deviendrait alors un instrument de pouvoir. On note aussi que les savoirs sur l'environnement sont aussi un instrument de maîtrise à l'échelle locale pour certains acteurs (avec notamment la question des castes, leurs droits sur le sol et les rapports de force religieux entre chrétiens et bouddhistes). Pourquoi de tels scénarios de crises perdurent, alors qu'ils reposent sur des constatations peu solides ? Il semblerait que la crise ne provienne pas intégralement des milieux himalayens, mais plutôt des modèles de référence qui ont servi d'appui à la théorie de la dégradation des milieux.

Une reconfiguration des savoirs est nécessaire. Il faut tenir compte de la diversité des milieux, des différentes échelles d'analyse et des différents pas de temps de l'observation, s'interroger sur les notions de stabilité des paysages, d'état de référence et de réversibilité des phénomènes, mieux comprendre les modalités territoriales de la gestion des ressources naturelles par les sociétés et enfin tenir compte de leurs représentations des milieux, de leurs perceptions du risque et de leurs savoirs vernaculaires. Il serait donc essentiel de changer de paradigme en reconstituant l'histoire des paysages pour pouvoir penser leurs dynamiques et leurs devenir en remplaçant les phénomènes observés. Il faut se méfier de ne pas nommer « crise » ce qui n'est peut-être qu'un changement ou une mutation et ainsi éviter un déterminisme inacceptable.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Questions :

- 1. La montagne qui a été auparavant exploitée par l'agriculture, a été reconquise par les activités touristiques : n'est-elle pas aujourd'hui à nouveau gérée et mieux qu'elle ne l'était à l'état dit « naturel » ? (l'exemple des Alpes marche aussi)**

On va dépenser beaucoup d'argent public pour des mesures inefficaces, alors que les sociétés rurales ont toujours su gérer leur environnement, hier comme aujourd'hui, avec le tourisme. On est sur un décalage. Ce discours se déplace sur le réchauffement climatique et la fonte des glaciers en lien avec la hausse des risques naturels : dans ce cas là, un récit va également se mettre en place.

- 2. Qu'est ce qu'un « paradigme » ?**

Un ensemble d'idées et de discours, concepts qui se structurent pour organiser la pensée des politiques publiques, du grand public autour d'une idée donnée (le paradigme de la déforestation auquel tout le monde adhère), c'est une sorte de grand modèle (le paradigme selon lequel la terre est un espace limité).

- 3. On comprend bien les conséquences néfastes des politiques gouvernementales, mais au Népal y a-t-il réellement des politiques mises en place ?**

Le gouvernement intervient au sein des politiques forestières et des espaces protégés, comme les ONG et des organisations internationales (Banque mondiale).

- 4. Les ONG ont-elles un rôle dans le changement de paradigme ?**

Les ONG ont compris qu'il fallait faire participer les populations pour une bonne gestion de l'environnement ; mais les populations sont soumises à des politiques d'en haut qu'elles ne décident pas.

Compte-rendu par Margaux CHANFREAU, Master 1 STADE

La montagne comme territoire : approche géoculturelle de la péninsule indochinoise à travers l'exemple des Akhas du Laos

Marianne BLACHE

Professeur agrégée en CPGE, Lycée Chateaubriand, Rennes

Introduction

Pour cette étude, une approche géoculturelle et une méthodologie proche de l'anthropologie ont été choisies, ce qui permet de s'intéresser aux populations locales et à la manière dont elles vivent. La question qui se pose est la suivante : est-ce que la montagne en tant que milieu peut-être un territoire, le territoire étant pourtant traditionnellement associé à un lieu ? Le Laos est spécifique tant par sa situation au cœur de la Péninsule indochinoise (un pays enclavé par rapport à la mer), que par son caractère montagneux. Par ailleurs, le Laos se caractérise par une population peu métissée : il y aurait un hermétisme des groupes ethno-linguistiques, ceux-ci se configureraient par étages au sein des territoires. Ainsi, au Laos, ces trois grands groupes ethnographiques se spatialiseraient par étages :

- Tout d'abord, l'étage des *Lao Lum* se trouve en plaine. Cet espace regroupe les principales fonctions étatiques et les services. Les *Lao Lum* pratiquent la riziculture inondée, principale activité de production des plaines. Les plaines constituent des centres.

- Directement à proximité de ces centres, les marges montagneuses constituent le premier étage où vivent les *Lao Theung*, des groupes ethniques autochtones repoussés sur les versants, qui pratiquent aujourd'hui une riziculture sur brûlis, adaptée à la pente.

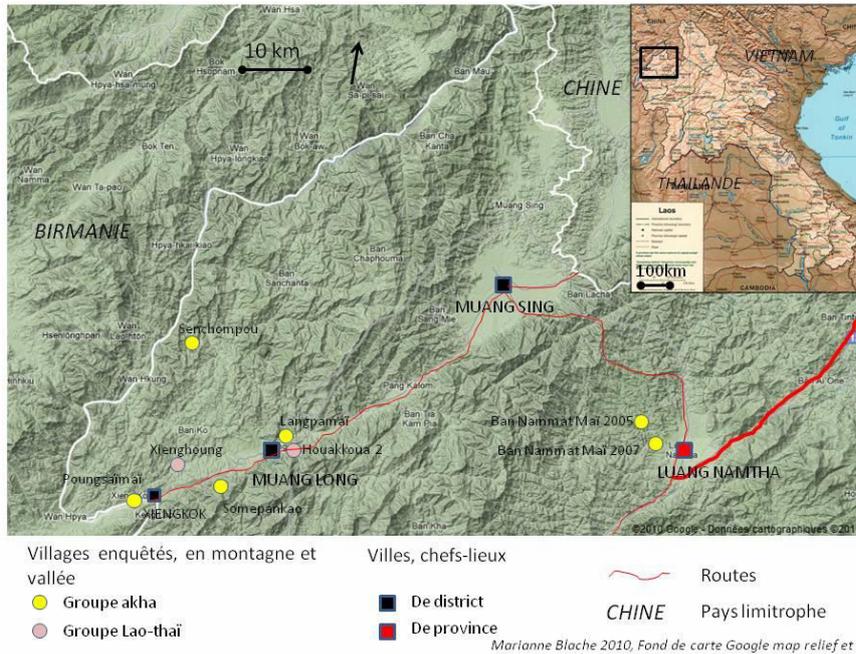
- Les *Lao Soung* sont les Lao des sommets. Il s'agit de groupes ethno-linguistiques *Miao Yao (Hmongs)* et tibéto-birmans (*Akhas*), arrivés du Sud de la Chine au XIX^e siècle. Ces régions traditionnelles sont notamment marquées par une activité de riziculture sur brûlis.

Nous pouvons alors nous poser la question suivante : est-ce qu'à chaque groupe correspond un territoire lié à l'altitude et à la pente ? Il y aurait dès lors une différenciation des ethnies selon le degré de pente et l'altitude auxquels elles vivent. En effet, il semble qu'il y ait une cohérence entre la spatialisation des reliefs et celle de l'étagement des ethnies.

Le territoire est compris comme un lieu aménagé, organisé, pratiqué et approprié par un groupe. Il peut procurer un sentiment d'identité aux populations qui l'occupent. Ce territoire serait comme le produit d'une territorialité qui « *se comprend beaucoup plus par la relation sociale et culturelle qu'un groupe entretient avec la trame de ses lieux et itinéraires qui constituent son territoire* » (J. Bonnemaïson, 1981, p. 254).

D'autre part, si, dans le cas du Laos, la pente et l'altitude semblent définir la répartition de la population, ces deux notions sont essentielles à la définition de la montagne. Mais la répartition de la population n'est-elle pas plutôt liée à un milieu plutôt qu'à un lieu ? Le milieu montagnard permet à ces groupes ethniques de cultiver et de reproduire une identité territoriale.

15^e Journée d'études *Géo'rizon*. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013



Terrain d'enquête de 2003 à 2007. © M. Blache.

Une enquête de terrain a été menée de 2003 à 2007 dans plusieurs villages akhas du Laos, tant dans les montagnes que dans les vallées. Un déplacement des villages (Ban Nammat Maï par exemple) s'opère peu à peu vers les grandes plaines intra-montagnardes où se trouvent les capitales de province et de district. C'est dans ce contexte que de nouvelles hypothèses sont mises à l'épreuve. Dans la littérature des anthropologues, les Akhas sont présentés comme une ethnie a-territoriale semi-nomade dans la mesure où les villages se déplacent tous les dix ou vingt ans. L'absence de territoire serait alors liée à l'absence de statisme. Mais existe-t-il vraiment des populations a-territoriales ? Dans le cas des Akhas, il semblerait qu'ils n'aient pas un territoire lié à un lieu mais davantage à un milieu.



Monnaie sur la coiffe des femmes akhas. © M. Blache.

De même, comme le montrent les différentes photos, la monnaie est thésaurisée dans la coiffe qui est également un symbole traditionnel indiquant le statut marital. Les villages sont construits dans une logique éphémère, à l'aide de matériaux issus de la forêt, peu pérennes. Ces populations ne semblent pas capitaliser dans l'habitat. Enfin, la pratique du Haï, système de rotation

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

des cultures en quatre temps : défricher, faire brûler, cultiver le riz, puis laisser à la forêt les parcelles, semble confirmer cet aspect a-territorial. En effet, une telle pratique peut être considérée comme la négation de la durabilité, car elle entraîne nécessairement l'épuisement des terres et en conséquence le déplacement des populations. Mais est-ce pour autant a-territorial ?

Il semble qu'à l'inverse certains éléments laissent penser qu'il existe une forme de territorialité : un ensemble de signes à forte dimension symbolique sont inscrits sur les montants des arches matérialisant l'entrée des villages.



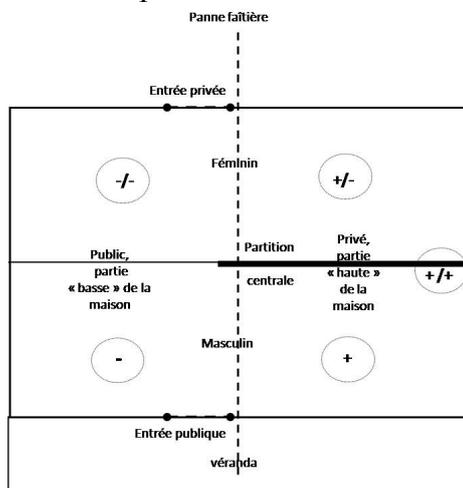
Arche matérialisant l'entrée dans le village. © M. Blache.

L'espace forestier et sauvage est ainsi séparé des villages, ces espaces civilisés. Tous les esprits mauvais et malfaisants sont retenus par les portes. Elles servent à clore le village et ont un rôle de protection d'un espace approprié. **La problématique est donc la suivante : la territorialité spécifique des Akha peut-elle faire d'un milieu, la montagne, un territoire porteur d'identité, un territoire-milieu ?** La réflexion suit trois points, qui correspondent à trois échelles différentes. Dans un premier temps, la montagne sera analysée comme le cœur de la culture territoriale akha. Puis, il s'agira de l'envisager comme un milieu symbolique à l'échelle de toute l'ethnie. Enfin, la dernière partie traitera de l'adaptation de ce territoire-milieu au changement actuel.

1. La montagne au cœur de la culture territoriale akha

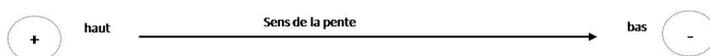
1.1. L'espace intime, organisé par la pente

L'habitat est fait de palmiers et de bambous tressés, de bois... L'architecture est commune à toutes les maisons. Elles sont toujours organisées de la même manière par rapport à la pente : une moitié est à même la pente, et l'autre moitié (la partie basse) est sur pilotis avec une panne faîtière perpendiculaire à la pente.



Organisation de l'intérieur d'un maison traditionnelle akha. © M. Blache.

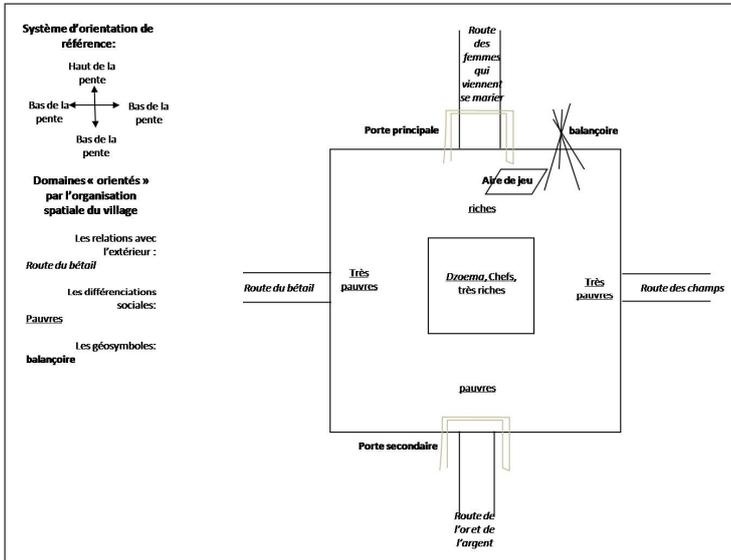
A l'intérieur, l'architecture correspond à tout un ensemble symbolique, avec deux espaces différents : l'un dédié à la vie de la famille et l'autre à celle du village. L'espace privé est sur pilotis, c'est là que se trouve l'autel aux ancêtres, cet espace est plus valorisé. L'espace public est à même le sol, on y trouve le foyer pour la réception des invités. Une partition par genre est aussi visible. Les hommes se trouvent davantage dans l'espace qui a un lien avec l'extérieur, alors que les



15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

femmes vivent dans l'espace privé entre l'activité du foyer et la cuisine. L'organisation de la maison semble donc déterminée par la pente, avec cependant un paradoxe haut/bas : vu de l'extérieur, le bas semble moins valorisé alors que vu de l'intérieur, c'est l'inverse.

1.2. Une valorisation haut/bas qui se retrouve à l'échelle du village (L. Von-Geusau, 1977)



Le village akha idéal d'après l'anthropologue L. Alting Von Geusau, 1977.

A l'intérieur du village, on peut constater une différenciation sociale déterminée par la pente : les ménages les plus aisés sont en haut ; puis, plus on descend, plus on trouve les plus pauvres, puis les handicapés. Cette logique haut-bas qui relève des quatre points cardinaux est cependant à croiser avec une 5^e dimension : celle d'une centralité qui regroupe les chefs et le *dzoema*. De même les géosymboles (J. Bonnemaïson), soit les lieux, objets localisés qui portent l'identité collective, sont situés en haut

du village : par exemple, la balançoire qui permet aux jeunes de se rencontrer pendant les festivités annuelles inter-villageoises akha a une fonction sociale très importante pour les futurs mariages.

L'axe haut/bas se retrouve également dans le langage : le verbe « aller » n'existe pas ; en akha, il n'existe que les verbes « monter » ou « descendre » ; intrinsèquement, il n'est pas possible d'exprimer un déplacement sur du plat.

Poungsaimai est un village dans un espace plan, mais les Akhas font une réplique de l'organisation traditionnelle du village : les maisons sont plus modernes, avec des toits en tôle, mais elles sont entièrement sur pilotis, ce qui montre une forme d'acculturation.

Dans le cas de Senchompou, qui est un village à 1000 m. d'altitude relativement enclavé par rapport à la route, l'aspect traditionnel est encore très prégnant. En effet, les matériaux de construction sont uniquement végétaux (P. Gourou parle de « *civilisation du végétal* » en Asie), le village est entouré d'un fil - lors de certaines cérémonies - qui marque la limite du village et qui interdit l'accès aux « étrangers ». L'organisation spatiale traditionnelle par la pente régit l'installation des différentes parties du village. Ainsi, dans la mesure où, à travers ces différents exemples, le village semble prépondérant dans la culture territoriale akha, il est possible de penser un territoire-lieu.

1.3. L'espace productif villageois : la plasticité des paysages

L'espace montagnard est territorialisé par les villageois d'une manière spécifique, comme l'illustre la plasticité des paysages. Il existe différents types de parcelles qui composent le paysage : certaines parcelles sont parfois cultivées de manière pérenne et sont de véritables niches écologiques : elles sont essentiellement constituées de cultures en casier en fond de vallée dans laquelle peut être fait du riz. Mais la majorité de l'espace cultivé est celui du *hai*.

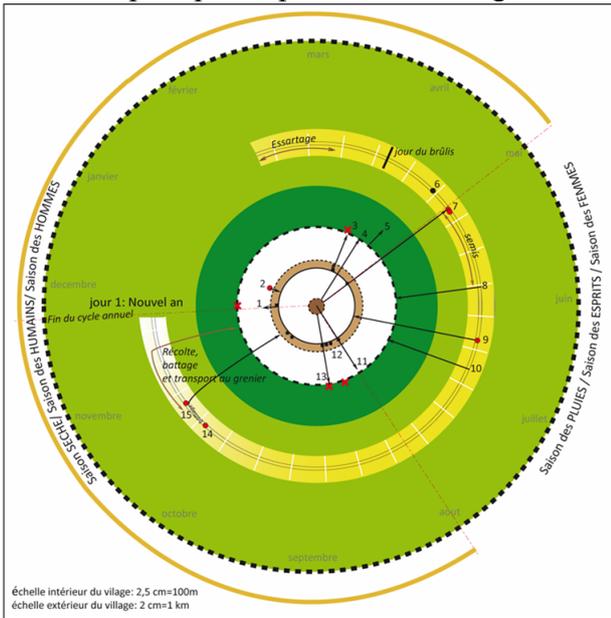
Le *hai* correspond aux parcelles défrichées. Ce défrichement permet l'existence de certaines plantes héliophiles, dans ce cas la pratique du *hai* permet d'augmenter la biodiversité.

Outre ces parcelles productives, il existe des parcelles mises en défens : l'espace forestier sert à la collecte (pousse de rotin, champignons, chasse...) qui induit une diversification de l'alimentation.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Dans cet espace forestier, la zone attenante au village est protégée. De même, les alentours des cours d'eau ne sont pas coupés pour ne pas perturber le débit du ruisseau.

La montagne, ce milieu complexe, permet une grande plasticité des paysages (J. Sturgeon), mais aussi la complémentarité par la diversité du système productif. Les Akhas bénéficient d'une excellente connaissance du milieu dans lequel ils vivent, et transmettent ce savoir de générations en générations, confortant ainsi une relative sécurité alimentaire. Si les Akhas produisent essentiellement dans une logique d'autoconsommation, il arrive que les excédents de riz (racines ou autres...) soient vendus, amenant au village une ressource numéraire supplémentaire, par exemple à Semchompou qui est pourtant un village reculé.



Un territoire marqué par une chronologie rituelle annualisée

- Jours et périodes marquantes de l'année*
- Début de cycle lunaire (Lao), passage de saison (Akha)
 - == Jour du mouton, interdit de travailler dans les essarts (Akha)
- Chronologie et sites des rituels lao-thai*

Un territoire rituel parcouru

← Trajet des cérémonies

Chronologie et sites des rituels akha (durée)

1. Cérémonie du nouvel an (4 jours)
2. Retour de l'esprit du riz du *chiji* à la maison
3. Cérémonie marquant l'unité du riz et des ancêtres (4 jours)
4. Cérémonie de la construction de la porte principale
5. Offrande au seigneur de la terre
6. Construction du *Xm phi*
7. Rituel de la première plantation (3 jours)
8. Cérémonie des vers blancs
9. Cérémonie au *Xm phi*
10. Cérémonie des sauterelles
11. Fête de la balançoire / Nouvel an des femmes (4 jours)
12. Offrande des "oreilles de poulet" (2 jours)
13. Construction d'un porte spéciale pour chasser les esprits (2 jours)
14. Récolte de la parcelle au *Xm Phi*
15. Transport de l'esprit du riz dans le village

L'espace villageois comme pôle rituel

- Les centres:*
- Maison du *dzoema*
 - Pagode
- Espace public et espace privé:*
- Intérieur de la maison akha, de l'unité d'habitation lao ou de la hutte de rizière
 - Espace public villageois
 - ~ Rivière
- Des limites entre intérieur et extérieur plus marquées chez les Akha*
- Seuil de la maison
 - Coeur de la maison : place de autel des ancêtres chez les Akha
 - Limites rituelles des villages : portes
 - Jour d'offrande aux ancêtres
 - ✗ Jour d'interdiction de sortie du village

Les espaces ritualisés au sein de l'espace agricole

- Fixité et plasticité des espaces de production agricole*
- riziculture en casiers *na* } espaces fixes
 - zone forestière protégée et sacrée (qui abrite la source et le cimetière) } espaces fixes
 - zone forestière destinée au *hai* } espaces plastiques
 - Essart de l'année } espaces plastiques
- Lieux particuliers de cérémonie*
- Cérémonie "des champs" (classification akha)
 - 3 Cérémonie liée à la culture du riz
 - Parcelle particulière: du *Xm phi* (akha) ou proche de la hutte de rizière (lao)
 - Limite élastique de l'espace agricole villageois le plus fortement territorialisé
 - semis Période d'activité agricole

© M. Blache.

Par ailleurs, la montagne est territorialisée rituellement comme le montre le calendrier de l'année agricole (lecture par transect). L'intérêt d'une telle conception de l'espace vient du fait qu'on s'approprie un endroit du territoire, mais pas un lieu : c'est l'esprit du riz, l'activité qu'on territorialise. Ce n'est ainsi pas un lieu qui fait territoire mais bien une pratique. Par exemple, il existe une parcelle particulière : la petite hutte dans laquelle est conservé l'esprit du riz, cet esprit est transporté ensuite dans la première parcelle qui sera récoltée. Cette parcelle se trouve en haut, car elle est gérée par le chef du village, c'est comme si l'esprit du riz descendait ensuite sur les autres parcelles.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

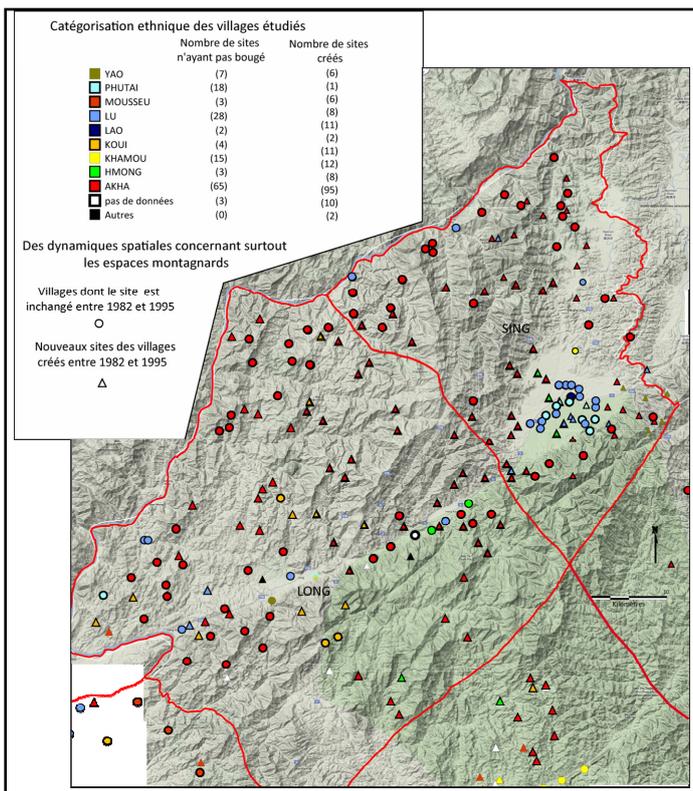
2. La montagne : un milieu symbolique

2.1. *Migrations des Hani/Akha au cours des siècles : « la longue route du Sud »*

Ces populations sont parties de la province de Sichuan (Chine) vers le VIII^e siècle dans un contexte de guerre, elles se sont déplacées vers le Sud et arrivent au Laos au XVIII^e siècle, puis au Vietnam au XX^e siècle. Les populations qui migrent n'abandonnent cependant pas leurs villages au fur et à mesure. La route du Sud est complètement intégrée dans le code religieux des Akhas : chaque Akha doit apprendre une chanson qui fait remonter sa généalogie, l'amenant ainsi à remonter sa route du Sud.

2.2. *L'essaimage comme moyen de peuplement, de création d'un territoire-milieu durable et plastique*

L'expansion de ces populations s'est faite selon un principe de dédoublement des villages : quand la population devient trop importante dans un village, les Akhas forment un nouveau village. Il existe une relation de filiation entre ces deux villages qui se retrouve dans la toponymie : par exemple le village mère de Senchompou entraîne la création d'un village fille dont le nom commencera par « pou », soit la dernière syllabe de Senchompou. La généalogie se traduit donc dans l'espace. Cet ensemble de système de villages-mères et de villages-filles forme le front de peuplement des Akhas vers le Sud. L'essaimage permet de conserver une identité : le milieu culturel et le territoire sont reproduits par cette relation de filiation.



© M. Blache.

La reproduction d'une territorialité est également visible dans le type de mobilité : comme l'indique le tableau qui recense les motifs de déplacements, les Akhas se déplacent entre villages de montagne pour tous les motifs liés à la culture et aux traditions, alors que les déplacements vers les plaines sont empreints de fonctionnalité. Ainsi, malgré les déplacements structurels ou forcés des villages, le territoire et l'identité semblent se perpétuer à partir du moment où le lien avec le milieu montagnard est conservé.

3. Un territoire milieu qui permet de s'adapter aux changements récents ?

3.1. *Le gouvernement Lao organise des déplacements massifs de villages vers la plaine : une volonté de déterritorialiser la montagne ?*

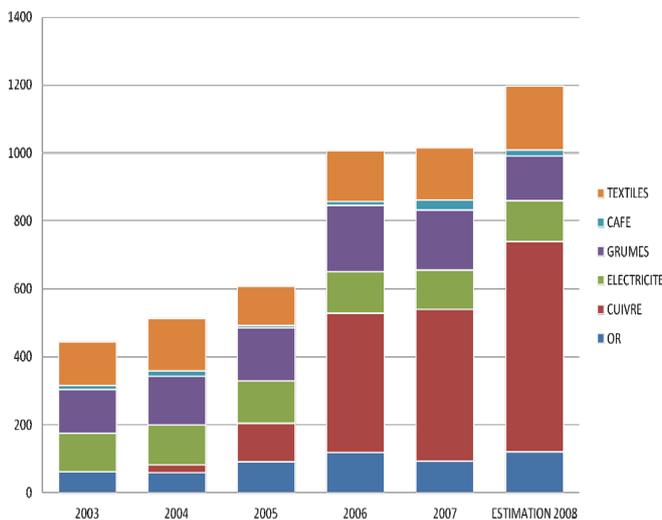
Le gouvernement Lao organise des déplacements massifs de villages vers la plaine, la population baisse donc en montagne (par exemple la province de Luang Namtha) au profit du piémont. Cette descente massive vers la plaine est marquée par une pratique d'essaimage qui engage une forme d'acculturation. Par ailleurs, ces déplacements sont aussi causés par une volonté

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013
des populations d'accéder à un niveau de développement (école, santé, services élémentaires...).
Les Akhas ne sont pas contraints par l'Etat, mais encouragés dans leur migration.

3.2. Pourquoi vider les montagnes ?

Le Laos est choisi à l'échelle internationale parce qu'il est passé d'une situation de périphérie à une situation de carrefour pour la péninsule indochinoise. Il est ainsi possible de voir l'émergence de nombreuses autoroutes, zones franches... Deux corridors de développement sont mis en place, et permettent d'exploiter la montagne. En effet, les montagnes Lao comportent de nombreuses ressources (cuivre, hydroélectricité, bois, or...) qui sont autant de perspectives de développement économique. Un tel contexte n'est pas sans induire des pressions internationales, obligeant le Laos à faire des concessions en zone de montagne.

Evolution des principales exportations du Laos
(millions de dollars)



© M. Blache, 2008.

Sur la carte, il est possible de noter un certain nombre de zones d'étude pour des concessions, minières, des projets de barrage hydroélectrique.... Ces derniers ont un rôle transfrontalier tout particulier, car ils servent aussi aux pays voisins comme la Thaïlande ou le Vietnam. Cette dynamique d'exploitation amène donc la montagne à se vider.

Pourtant, le Laos est empreint de paradoxes quant à ses politiques de développement. En effet, il n'est pas possible de dégager une cohérence globale dans la politique mise en place : par exemple, un espace de protection de la biodiversité peut être institué et appuyé par des financements internationaux et en parallèle le Laos prévoit aussi de construire des barrages dans ce même espace, ce qui *a priori* apparaît contradictoire. Une telle politique, opportuniste et pragmatique notamment par rapport aux financements, peut être remise en cause par son manque de synthèse. Cela n'est pas sans conséquences, comme l'illustre le cas de la culture de l'hévéa dans les provinces du Nord du pays. L'hévéa devient un nouvel enjeu pour ces territoires dans la mesure où cet arbre rentable d'un point de vue économique suppose pour sa culture qu'on artificialise la forêt et qu'on vide la montagne.

Par la transformation du village de Ban Nammat Mai, il est possible de s'interroger sur une éventuelle déterritorialisation dans la mesure où la plasticité et l'identité territoriale ne semblent plus garanties. Cependant, malgré le fait que ces populations se soient déplacées, une forme de territorialisation perdure grâce au lien que les Akhas entretiennent toujours avec la montagne, en perpétuant par exemple des pratiques culturelles fortement identitaires ou encore des pratiques forestières qui peuvent désormais être liées à l'hévéa. L'introduction de la culture d'hévéa montre une certaine capacité d'adaptation aux changements économiques, revitalisant les liens avec d'autres groupes Akhas chinois qui l'ont adoptée.

Il demeure malgré tout un décalage en termes de ressources numériques dans la mesure où la culture de l'hévéa a considérablement transformé le paysage traditionnel qui était vendu au titre de produit écotouristique, privant ainsi les Akhas d'un apport financier relativement important. Aussi, une assimilation culturelle est clairement visible dans les villages déplacés et reste largement encouragée par les populations dirigeantes des plaines.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Conclusion

Pour conclure, la reproductibilité culturelle et spatiale des Akhas semble appuyer l'hypothèse d'un territoire-milieu, cette territorialité plastique devient alors une ressource spécifique à ces populations. La fluidité, la capacité d'adaptation permise par leur mode de fonctionnement est un atout indéniable dans un monde constitué de mobilités et de relations sociales fluctuantes ; même si ces changements remettent fortement en cause le territoire des Akhas.

Questions

1. Que est-il question des violences au sein du Laos ?

Certes, des violences peuvent exister quand les territoires se télescopent dans un contexte de concurrence foncière ou quand les concessions sont données à des Chinois, en défaveur des villages. Il y a certainement un ressentiment des populations vis-à-vis du gouvernement causée par une confiance initiale finalement déçue...mais ce sentiment ne se concrétise pas par un rapport de force, ni par des revendications ; et s'il y avait des contestations, il serait relativement difficile d'en avoir connaissance. Cela est sans doute dû à l'absence de société civile.

2. Le Laos faisant partie du Triangle d'or de corruption, peut-être que les déplacements des populations Akhas sont aussi liés à la surveillance du trafic de pavot plus efficace de l'Etat ?

Le Laos est en fait peu touché par le trafic du pavot grâce à de nombreuses campagnes de prévention. L'opium est réservé à des usages médicaux. La culture du pavot est quasiment absente, mais il y a en effet quelques passages en provenance de la Birmanie. Il ne semble pas que les déplacements de populations soient réellement influencés par la répression du trafic de pavot.

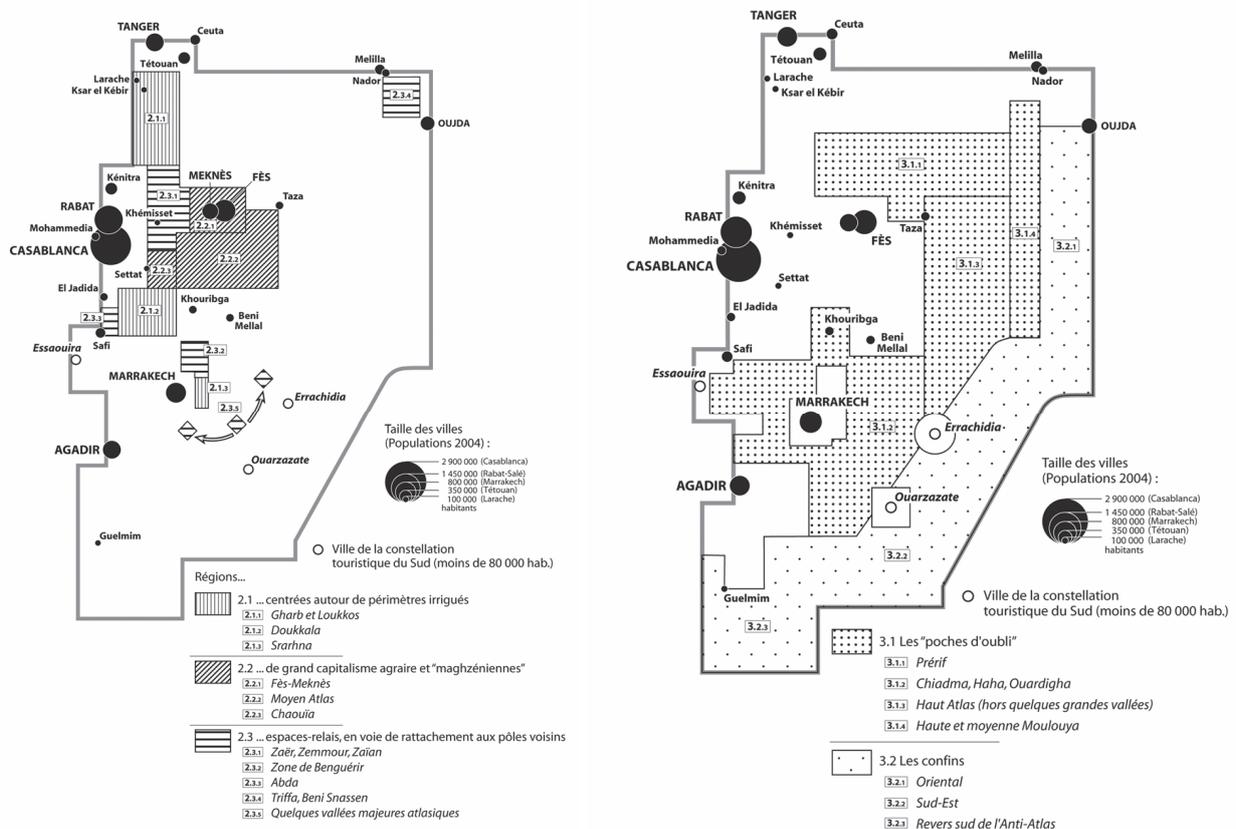
Compte-rendu par Claire CORBIERES, Master 1 STADE

Tourisme et identité dans le haut Atlas Marocains

Mari OIRY-VARACCA
Doctorante, assistante d'enseignement et collaboratrice scientifique
Université de Genève et Marrakech

Introduction

Les montagnes marocaines sont assimilées à des arrière-pays touristiques, en contraste avec le tourisme balnéaire et international des côtes marocaines. L'intérêt qui leur est porté dans les politiques nationales de développement touristique apparaît à partir des années 1980, c'est un produit touristique de niche qui dépend des villes, pour la randonnée et les excursions. Ce contexte de développement touristique discret met en avant la marginalité générale des Atlas Marocains. Cette marginalité est plus ou moins prononcée entre le Haut Atlas, « poche d'oubli », l'Anti-Atlas des confins et le Moyen Atlas, plus intégré. La mise à l'écart des montagnes marocaines est perceptible spatialement par le manque d'infrastructures et d'équipements de base, un taux d'analphabétisation élevé, la crise du système agro-sylvo-pastoral et un fort exode rural.



Carte du Maroc. © M. Oiry-Varacca.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013*

Les raisons de la marginalisation des montagnes seraient liées à l'insuffisance et l'inadéquation des politiques publiques, depuis la période coloniale où les Atlas étaient considérées comme le Maroc « inutile ». Depuis 2008, l'Etat a mis en place un mouvement de désenclavement du Haut Atlas, par des investissements publics et d'ONG locales, les villages bénéficient aujourd'hui d'accès routiers et à la téléphonie mobile, de centres de soins. Le but est de permettre une réconciliation territoriale entre le Maroc des plaines et des côtes et le Maroc de l'Atlas.

La seconde raison est la stigmatisation d'ordre ethnique ; dès la période coloniale, les populations ont été classifiées et catégorisées entre « arabes » et « berbères ». Aujourd'hui, les Berbères s'organisent dans un mouvement politique pour faire reconnaître l'identité amazighe. « Amazigh » est le deuxième terme employable pour qualifier les Berbères, plus particulièrement par les populations locales, mais aussi par les associations qui organisent le mouvement. Ce mouvement s'est, depuis les années 2000, politisé, internationalisé avec le lobby des Nations Unies, mais aussi ruralisé avec des revendications de développement endogène appuyé sur l'identité amazighe. Ils ont été récemment reconnus dans la constitution, suite aux luttes et aux évolutions du « printemps arabe ».

Le tourisme de randonnée et d'excursions apparaît ici comme levier de développement, il attire des populations nationales et internationales ; or, il est limité par les faibles bénéfices socio-économiques et par des impacts négatifs sur les environnements naturels (déchets, ressource en eau) et culturels (acculturation). Depuis les années 2000, certains acteurs proposent un nouveau type d'offres touristiques développées autour des « identités » amazighes ; ainsi, les spécificités identitaires deviennent omniprésentes : « *tout devient berbère tout à coup* ».

Le questionnement s'organise en trois axes autour d'une problématique principale : quelles recompositions locales initient les projets touristiques qui mobilisent des identités collectives ? Sont-ils des leviers de développement sur le plan socio-économique ? Quelle est leur influence sur les façons qu'ont les sociétés d'accueil de s'identifier comme groupe sur le plan identitaire ? Et enfin, sur le plan politique, comment les acteurs touristiques négocient-ils les identités qu'ils valorisent avec les autres acteurs en présence et quelle est l'influence de ces négociations sur les jeux d'acteurs locaux ?

Des positionnements théoriques sont exposés, le rapport tourisme et identité est abordé en terme d'impact, le tourisme s'opposerait aux identités par la folklorisation et l'acculturation qu'il engendre. Tourisme et identité sont aussi abordés comme ressources, les identités sont des ressources pour le tourisme, celui-ci est perçu comme une ressource identitaire (selon l'approche de B. Debarbieux). L'étude se base sur l'analyse des discours des acteurs du tourisme, sur l'observation de pratiques et des réunions des différents acteurs du tourisme.

Au niveau spatial, quatre vallées sont étudiées. Deux bénéficient d'une mise en tourisme ancrée dans le temps, elles vont évoluer vers une mise en avant des identités : les vallées des Aït Bouguemez et de l'Ourika. Deux autres sont peu mises en tourisme et présentent une nouvelle offre orientée sur la valorisation des identités, ce sont la vallées du Zat et la région de Taliouine.

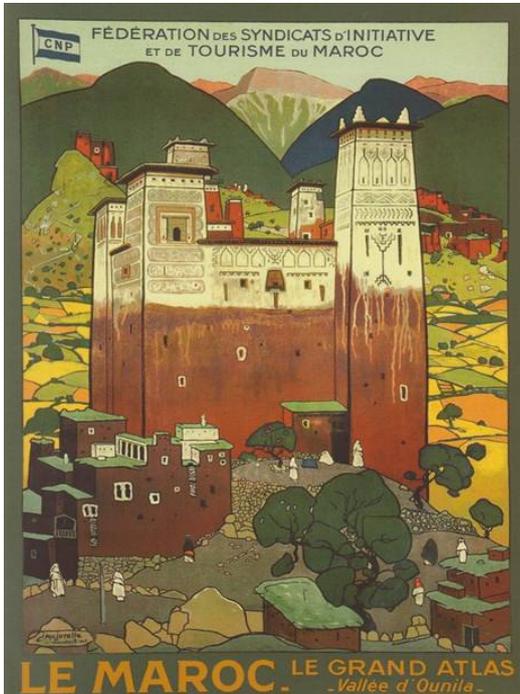
1. La fabrication et l'évolution des imaginaires touristiques des montagnes marocaines

Les imaginaires touristiques ont évolué depuis la période coloniale mais continuent à s'inscrire dans la continuité de cette période. Ces imaginaires constituent des identités sociales, c'est-à-dire, selon B. Debarbieux, des identités légitimées et imposées au groupe par l'extérieur, exogènes. Ainsi, l'imaginaire autour de la « montagne berbère » fut inventé dès la période coloniale. C'est à cette époque que le lien entre les populations berbères et la montagne a été érigé. Les Atlas marocains étaient représentés comme des « montagnes refuges » ayant permis la conservation de spécificités culturelles et linguistiques berbères. Le tourisme montagnard est précédé par des explorations de type militaire, puis il est mis en oeuvre par des acteurs publics et privés. Il commence dès les années 1930 avec des randonnées et la villégiature. L'influence de

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

l'Etat colonisateur est perceptible dans la mise en tourisme avec par exemple l'équipement des montagnes par le Club Alpin Français.

Les ambitions politiques sont créatrices d'imaginaires touristiques. Les imaginaires reflètent l'idéologie coloniale d'action civilisatrice et les prouesses techniques.



Affiche de la période coloniale.

Ces éléments sont visibles sur les brochures et affiches touristiques de l'époque, les prouesses techniques sont imagées par des avions qui survolent des décors montagnards infranchissables, la grandeur coloniale est diffusée par le tourisme. La montagne est alors pacifiée, l'image des *kasbahs* montre que les colons ont conquis cet espace et s'y installent avec force. Les paysages représentés cherchent à inspirer de la fascination, mais ils expriment également de la condescendance. L'imaginaire est stéréotypé derrière des idéaux de montagne rebelle, exotique et infranchissable.

Ces imaginaires de domination laissent place au tourisme sportif dans les années 1980 et 1990, la montagne est alors présentée comme le lieu de défis sportifs et d'une esthétique grandiose. L'esprit de conquête et d'exploration est primordial.



Affiche touristique des années 1980.

15^e Journée d'études *Géo'rizon*. *Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Les affiches touristiques de l'époque expriment cette idée : « *Le Maroc, le royaume ou la montagne est reine* ». Des échanges avec les services de la coopération française sont mis en place pour organiser la mise en tourisme, un centre de formation des guides marocains, des gîtes et des labels (Grande Traversée de l'Atlas Marocain) sont créés sur le modèle français pour former un produit touristique plus clair.

Actuellement l'imaginaire touristique est en continuité avec les imaginaires coloniaux. C'est un tourisme de « découverte » de la culture berbère qui est proposé. Les cadres naturels et culturels sont mis en avant durant les randonnées. Les aspects sportifs sont minimisés et associés à une découverte identitaire des montagnes ; ainsi, une brochure de *Terres d'aventure* nommée « *randonnée en pays berbère* ». Sur cette publicité, une randonnée de niveau moyen est proposée sur huit jours, cette « *balade d'initiation* » met en avant la découverte de la vie traditionnelle des montagnes de la région du Toubkal et des gravures de Yagour. Cette vision du tourisme est ethnicisante, dans le sens où les différences régionales et locales sont gommées. La représentation des populations est figée autour du peuple berbère « mis sous cloche ». Les éléments historiques et politiques sont masqués : par exemple, le terme militant d'amazigh n'est jamais mentionné.

Les montagnes berbères sont encore présentées, dans certaines brochures, comme arriérées et moyen-âgeuses. L'iconographie officielle, comme celle de l'Office national marocain du tourisme dans ses dernières campagnes publicitaires, véhicule de la même façon des clichés hérités de la période coloniale. Cette rétrospective sur les différentes formes d'imaginaires touristiques souligne de nouvelles orientations actuelles. Comment les projets touristiques « alternatifs » permettent-ils de territorialiser des identités locales ?

2. La territorialisation des identités à travers le projet de tourisme « alternatif »

Les stratégies des projets touristiques sont doubles, les acteurs touristiques sont branchés à des réseaux d'acteurs nationaux et internationaux, le tout mis au service de logiques d'ancrage du tourisme dans les territoires. Les initiatives foisonnent dans les montagnes marocaines. Elles sont réalisées par des acteurs marocains ou étrangers, mais de plus en plus par des citoyens marocains locaux et originaires des montagnes. Ainsi, les initiateurs locaux du tourisme sont des guides, des guides-gîteurs, des associations de développement, des coopératives qui sont montées par des associations, ou encore des associations militantes amazighes. Ces dernières sont récentes et permettent une nouvelle action de la part du mouvement amazigh, ces initiatives se retrouvent seulement dans la vallée de Zat ; ce n'est pas le cas dans les autres vallées étudiées, les acteurs estimant que ce n'est pas le moment pour ce genre d'actions. Ainsi, les démarches des acteurs consistent à rechercher un ancrage territorial.

Ces différentes initiatives sont branchées à des réseaux touristiques nationaux et internationaux, tels que l'ATES (*Association pour le Tourisme Équitable et Solidaire*), l'ATR (*Agir pour un Tourisme Responsable*) et le Réseau Marocain d'Écotourisme Solidaire. Ces réseaux permettent de rendre public les stratégies de tourisme « alternatif » aux échelles nationales et internationales. Le branchement au réseau se fait aussi en direction des réseaux militants amazighs. Ces réseaux nationaux et internationaux apportent aux acteurs touristiques des montagnes marocaines des échanges d'expériences, des financements ou encore des soutiens techniques. Certains référents identitaires « mondialisés » sont mobilisés par les acteurs locaux dans les réseaux, comme par exemple celui d'"autochtone". Les acteurs cherchent à mettre ces logiques de branchement à des réseaux d'acteurs au service de logiques d'ancrage territorial.

Les projets touristiques d'ancrage aux territoires se matérialisent par des séjours de découverte et de rencontre, ils visent des populations étrangères, familiales, ou encore jeunes. Ces projets touristiques envisagent un voyage lent qui permet la rencontre avec les populations, la mise en valeur des paysages et des patrimoines ; les touristes séjournent plusieurs jours et prennent le temps. Le tourisme « alternatif » prévoit une valorisation des pratiques et d'objets patrimoniaux

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013*

variés. Par exemple, un écomusée est installé dans la vallée de l'Ourika. D'autres projets cherchent à valoriser la géologie d'une région, des peintures rupestres, ou encore des savoir-faire patrimoniaux, architecturaux et artisanaux. Ces démarches touristiques engendrent des projets de développement territorial, sous-tendus par la volonté de ré-ancrer les flux touristiques, de créer des emplois locaux et de relocaliser l'économie touristique. Les idéologies et stéréotypes coloniaux sont écartés pour mettre en avant les identités et cultures locales vécues au quotidien par les habitants des montagnes. Ces projets de tourisme "alternatif" cherchent donc à valoriser des identités ancrées dans des territoires. Dans la vallée de Taliouine, la culture et l'exploitation du safran sont mises en valeur ; ainsi, le tourisme valorise une identité qui correspond à un terroir, à un sol approprié localement, à l'aire traditionnelle de la culture du safran et à l'identité sociale de la tribu. Il permet un développement territorial autour du safran. L'image du territoire est rendue plus lisible. Ces projets touristiques engendrent un remaniement des identités collectives, avec notamment l'émancipation de groupes de femmes, dont le rôle est valorisé dans les coopératives de safran. Le tourisme est donc porteur de développement territorial et de valorisation des territoires montagnards marocains, les populations sont intégrées aux dynamiques touristiques.

La spécificité supplémentaire des projets touristiques des Atlas marocains est liée aux ambitions politiques des associations amazighes. Ces associations sensibilisent les habitants et les touristes à la cause amazighe, le tourisme devient une sorte de « porte-parole » de la cause qui participe à l'internationalisation et à la ruralisation du mouvement. Le patrimoine et les identités locales sont utilisés dans le discours politique amazigh, ils valorisent les diversités locales et régionales, montrant les identités micro-locales et familiales. Ces projets touristiques soulignent l'appropriation amazighe du territoire. Un tourisme militant s'ajoute donc au tourisme alternatif.

Les projets de tourisme alternatif jouent sur une double dynamique d'ancrage à des territoires et de branchements sur des réseaux nationaux et internationaux. Ainsi, les identités berbères sont valorisées, au même titre que les patrimoines et paysages afin de créer ce tourisme ancré dans le territoire. Les démarches identitaires sont reprises par le mouvement politique amazigh pour apporter de la légitimité aux propos militants. Cette territorialisation identitaire dans les projets touristiques accroît les rapports de force existant entre les différents acteurs. Quels sont-ils ?

3. La négociation des identités mises en tourisme et ses effets

Les projets touristiques « alternatifs » engendrent des rapports de force entre les acteurs du tourisme, les autorités et les acteurs locaux, ces rapports engendrent des négociations.



© M. Oiry-Varacca.

Tout d'abord, des tensions entre acteurs : les acteurs du tourisme « alternatif » dénoncent la création d'identités pour le tourisme, ce qui véhicule de fausses images des Amazighs. Par exemple, l'huile d'argan est vendue dans la vallée de l'Ourika, alors qu'il n'y pousse aucun arganier. Ces acteurs dénoncent la folklorisation des identités dans le cadre d'un tourisme qu'ils considèrent n'avoir qu'une vocation commerciale. Les acteurs du tourisme militant pour la

cause amazighe entrent en conflit avec le tourisme « alternatif » pour des raisons économiques et politiques. Ce qui domine est la tentative de mise en commun des expériences, mais il est très difficile de construire un projet global. Les jeux d'acteurs politiques et sociaux soulignent des tensions plutôt que des consensus. Dans la vallée du Zat, une réunion entre les différents acteurs s'est tenue, mais celle-ci n'a fait que traduire des oppositions entre les différentes utilisations de l'identité dans les projets touristiques. Le rapport de force s'est établi entre les acteurs pour la

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013*

valorisation des identités pour un tourisme de découverte en opposition avec le tourisme militant. Il n'y a pas d'unité entre les acteurs, les mises en commun et la mutualisation n'aboutissent pas encore.

C'est dans un contexte de projets de développement du tourisme local à l'échelle provinciale, que des négociations entre les acteurs du tourisme et les autorités se font. Les autorités ont lancé l'idée, en 2003, des PAT (*Pays d'Accueil Touristique*), dont l'objectif est de développer des infrastructures et développer une offre touristique valorisant les spécificités des territoires ruraux. Or, les acteurs locaux ne se sentent pas concernés par ce label, ils estiment que c'est uniquement une stratégie de communication de la part des autorités et que celles-ci, malgré les discours, ne veulent pas encourager les acteurs touristiques à travailler de concert. Pour eux, l'échelle provinciale d'action est inappropriée. Ainsi, les autorités et les acteurs locaux sont en conflit. Le roi a aussi lancé des projets qui pourraient être qualifiés de prédateurs. Le projet de l'Oukaïmeden en est l'exemple principal : le souverain, en accord avec un investisseur émirati, a initié une station de ski luxueuse, or cela va à l'encontre du patrimoine local, ce qui provoque une levée de boucliers pour le protéger (peintures rupestres, bergeries...). Le problème soulevé est le manque de consultation en direction des acteurs locaux, le dialogue n'existe pas, les consensus sont donc inexistantes et porteurs de crises.

Concernant les négociations entre les acteurs locaux et les acteurs du tourisme, il existe peu de conflits directs, la prise de conscience identitaire « populaire » est peut-être trop limitée. Par exemple, les acteurs du tourisme voudraient valoriser des gravures rupestres ; or, les populations locales battent des céréales en leur sein. Les acteurs de l'agriculture et du tourisme sont donc en conflit. La patrimonialisation, à travers des projets touristiques, reste un processus élitiste. Les populations locales n'accordent que très peu d'importance à la patrimonialisation, elles sont plus préoccupées par les besoins essentiels. C'est un contexte d'économie de subsistance qui peut engendrer la déception des acteurs touristiques. Or les projets touristiques s'intéressent à ces populations pour connaître les savoirs locaux et donc mieux intégrer les différentes identités.

Conclusion

Pour conclure, il est intéressant de voir les effets des négociations en lien avec les différents éléments de problématique. Sur le plan socio-économique, le tourisme est-il levier de développement ? Le tourisme est créateur d'emploi et permet de financer des équipements de base, mais la pauvreté est persistante dans les Atlas. Sur le plan identitaire, le questionnement portait sur l'influence du tourisme sur la façon qu'ont les sociétés d'accueil de s'identifier comme groupe et sur la capacité du tourisme à créer des identités territoriales plus fortes. On observe l'émergence d'une identité territoriale plus lisible dans la vallée de Taliouine autour du safran. C'est plus difficile dans les autres terrains d'étude : dans la vallée d'Ourika, l'identité forte autour de la transhumance n'émerge pas. Ainsi les identités territoriales sont plus ou moins (re)valorisées. En ce qui concerne les identités de groupe, des évolutions sont observables. En ce qui concerne l'identité amazighe : celle-ci est à la fois revalorisée, mais elle fait l'objet d'interprétations différentes selon les acteurs, en fonction de leur positionnement politique. De plus, elle reste l'apanage d'une élite d'acteurs touristiques. Au niveau sociopolitique et des jeux d'acteurs, c'est l'affirmation d'un nouveau groupe d'acteurs touristiques qui apparaît et qui engendre des négociations avec les autres acteurs et des confrontations avec eux. Les identités sont au cœur des jeux et des enjeux de pouvoir.

Questions :

1. **Que peut-on dire par rapport à l'identité des femmes ?**

Des projets de coopératives féminines sont créés en rapport avec des savoir-faire artisanaux féminins (tapis, plantes aromatiques, safran...). Ce sont les populations étrangères qui souhaitent ce type de projets pour émanciper « la » femme berbère. Or ces projets sont décevants, les femmes

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

qui travaillent sont jeunes et non mariées, il n'y a donc pas réellement d'émancipation pour les femmes mariées, soit la majorité des femmes. Dans certains projets touristiques, le discours sur l'identité féminine est importé : il est inspiré du discours des mouvements féministes internationaux. Dans ces cas-là, un fossé se creuse entre les représentations de la femme véhiculées par les discours touristiques et les identités féminines telles qu'elles sont réellement vécues par les femmes dans les montagnes. Dans d'autres projets, la femme berbère est présentée comme la détentrice des traditions. De tels discours louant les traditions rendent difficiles l'émancipation.

2. Existe-t-il des conflits entre les politiques de tourisme de masse du Maroc et le tourisme identitaire ?

Le tourisme identitaire est minoritaire et très restreint. Les pouvoirs publics ont un positionnement contradictoire: d'un côté, ils encouragent les projets touristiques valorisant les identités locales et régionales ; d'un autre côté, ils développent des projets touristiques qui détruisent les spécificités culturelles des montagnes. Cela s'explique en partie par le fait que les autorités sont à la recherche de financements. Qu'importe si le projet financé est en contradiction avec d'autres.

3. Les effets du processus de modernisation agricole articulé aux mutations rurales sont-ils déstabilisateurs des identités ?

On peut retrouver du fromage à raclette, des pommes dans les vallées de l'Atlas (des produits qui ne sont pas des produits "autochtones") ces produits marchent bien, ils créent aussi des produits novateurs dans des logiques de « paniers de biens ». Parfois, il y a donc appropriation locale et valorisation de produits agricoles qui n'étaient pas cultivés habituellement en montagne.

Compte rendu par Marie BELMONT, Master 1 STADE.

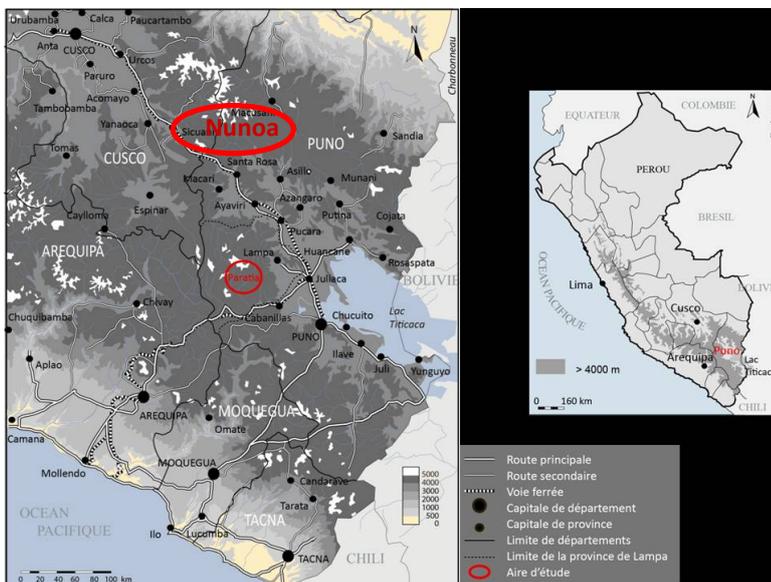
Dépasser la transhumance et la communauté : innover dans les marges pastorales de la puna péruvienne

Marion CHARBONNEAU
Maître de conférences en géographie,
Laboratoire SET, IRSAM, Université de Pau et des pays de l'Adour

Introduction

Marion Charbonneau se base sur sa thèse, « Gestion des ressources et peuplement des espaces pastoraux aux défis de la modernité », soutenue en 2009 à l'université de Pau et des Pays de l'Adour, pour effectuer cette conférence.

Elle définit en guise d'introduction la puna péruvienne comme étant le dernier étage altitudinal peuplé des Andes (plus de 4000 m. d'altitude). Cette puna péruvienne est considérée comme une « marge » de l'œkoumène en raison de la faible densité de population qui y vit et de sa situation géographique marginale. Or, les régions de marge intéressent de plus en plus les autorités en raison de leurs particularités écologiques (floristique et faunistique) et culturelles, de politiques publiques en faveur de l'équité et de la solidarité territoriale, de leur position frontalière, leur isolement et leurs difficultés d'intervention des pouvoirs publics qui en font des espaces géostratégiques et des lieux de conflits portant des revendications qui pourraient éventuellement se propager. Sécuriser certaines régions reculées intéresse donc les pouvoirs publics. Paradoxalement, les marges sont confrontées à un double mouvement de conquête (via l'intensification des productions ou l'arrivée de populations venues de l'extérieur pour exploiter les ressources locales) et/ou de défense, de conservation, de préservation écologique ou culturelle (constitution de réserves). Les régions de puna sont peu confrontées au tourisme. Le mouvement de conquête est davantage lié à une densification rapide et à une volonté d'intensification de la production.



Localisation des aires d'étude. © M. Charbonneau.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

La présentation portera sur deux districts du sud de la Puna péruvienne : Nunoa et Paratia qui sont situés sur les deux cordillères (orientale et occidentale) qui bordent l'Altiplano.

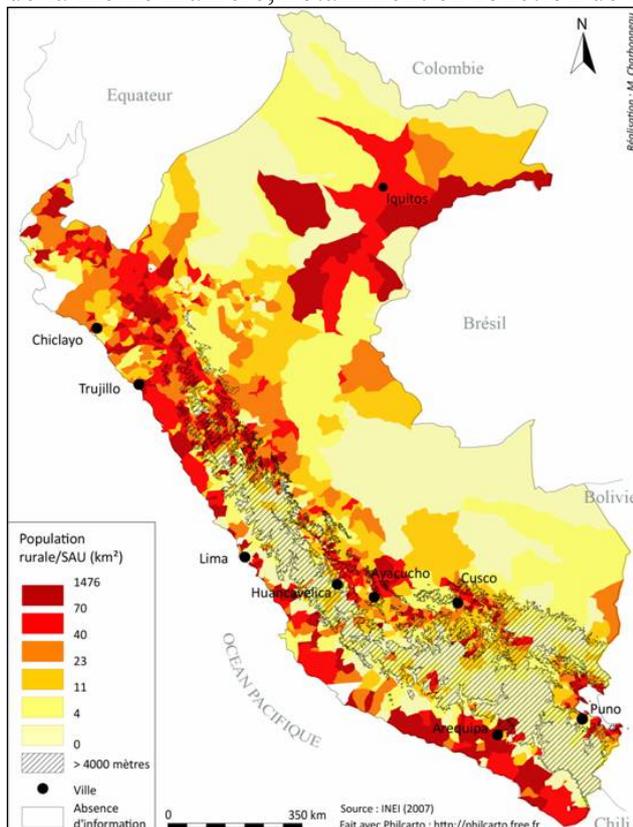
Son objectif est d'interroger le statut de marge quand il devient conscient et revendiqué par les populations locales, convoité, ou lorsqu'il fait simplement l'objet d'une préoccupation par ces mêmes populations ou par des populations extérieures. Le propos sera organisé en trois parties ; dans un premier temps, la puna sera étudiée comme un espace à l'écart, qui s'organise autrement. Puis, elle sera analysée sous l'angle de régions soumises à des pressions croissantes. Enfin, cette marge sera vue comme un foyer d'innovation.

1. La Puna : un espace à l'écart, qui s'organise autrement

1.1. Un espace à l'écart...

Marion Charbonneau rappelle pour introduire cette partie que la place des Andes dans l'espace national varie d'un pays à l'autre. En effet, Olivier Dollfus (1989, p. 173), célèbre géographe français, affirmait qu'en Colombie, « *les Andes n'existent pas* ». Et pour cause, les deux tiers de la population colombienne sont citadins et plus de la moitié de ces urbains réside à Bogota ou dans ses environs, c'est-à-dire au-dessus de 2500 mètres. La différence de revenu entre les Andes et le reste du pays n'apparaît donc pas. Au Pérou, nous observons une disjonction entre les espaces côtiers, avec une présence de population hispanique élevée, regroupée dans de grands centres urbains, et des Andes sans grandes villes (Mesclier, 1993), marquées par une population indigène. De plus, ce dernier espace est plus pauvre que les espaces littoraux.

Au Pérou, les Andes s'affirment donc comme des périphéries nationales. Mais avec 30 % de la population nationale, elles restent relativement peuplées. Malgré leur manque de service incontestable, leur caractère indigène et leur pauvreté relative, on peut donc difficilement les considérer comme des marges de l'œkoumène (c'est-à-dire des marges de l'espace habité). En revanche, au sein même de ce que l'on appelle les « Andes », les populations ne sont pas réparties de la même manière, notamment en fonction de l'altitude :



De 500 à 1000 m. : 17 hab./km²
De 1000 à 2000 m. : 20 hab./km²
De 2000 à 3000 m. : 20 hab./km²
De 3000 à 4000 m. : 20 hab./km²
De 4000 à 5000 m. : 4 hab./km²

© M. Charbonneau

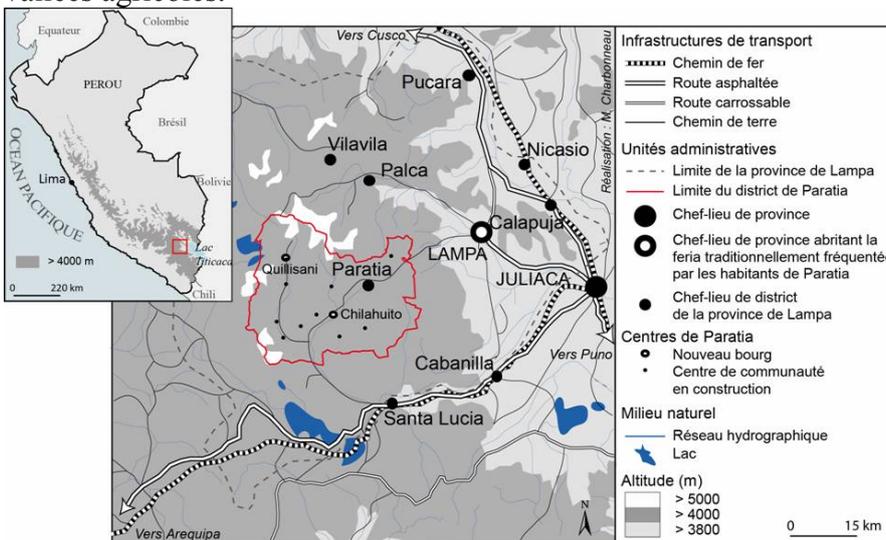
15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

La puna péruvienne se caractérise donc par une faible densité de population, mais également par une spécialisation pastorale spécifique. En effet, étant située à plus de 4000 m. d'altitude, les espaces composant l'étagement agro-écologique sont soumis à des conditions bioclimatiques difficiles (fortes variations de températures, exposition élevée aux vents, précipitations intenses mais irrégulièrement réparties au cours de l'année) qui limitent progressivement les possibilités de culture. Les populations se sont donc essentiellement spécialisées dans l'élevage (lama et alpa dont la viande est commercialisée ; ovins et bovins). Cette spécialisation est une exception à l'échelle de la cordillère des Andes, car avant la colonisation, l'élevage était associé à des cultures vivrières. Par ailleurs, la puna est éloignée des centres politiques du pays et des axes de communication. Au-dessus de 4000 m d'altitude, les grandes villes et les infrastructures de communication sont rares. L'habitat consistait, avant les années 1980, en des fermes isolées, dispersées dans un paysage de 160 000 km² (près d'un tiers de la surface du territoire français). La puna est donc à la fois au cœur des Andes d'après sa localisation géographique et à la marge de la cordillère. Cette marge est comparable à celles que l'on peut trouver dans les déserts chauds, subpolaires ou d'altitude, caractérisés par des milieux arides et des populations mobiles.

1.2. ... qui s'organise autrement

Ces grands espaces, combinés à l'ultra-spécialisation dans l'élevage, conduit à des spécificités d'organisation, au premier rang desquelles une organisation autour de la famille élargie. En effet, avant l'arrivée des Espagnols, la puna péruvienne n'était occupée à l'année que par des jeunes, ou des personnes de bas rang. Puis, suite à la colonisation espagnole, les familles ont migré vers ces espaces afin de se protéger des colons. Depuis cette époque, l'organisation sociale est donc structurée autour de la famille contrairement à l'organisation communautaire plus communément présente en Amérique du Sud.

Une autre spécificité de la puna réside dans le fait que dans ces marges mono-productives, l'équilibre fonctionnel dépend totalement de l'échange, puisque l'essentiel du régime alimentaire quotidien doit être constitué de marchandises issues de régions externes, Altiplano, la côte et les vallées agricoles.



Des déplacements à destination des marchés. © M. Charbonneau.

Pour Denis Retailé (2003), « *il n'y a pas de vie dans les marges pastorales sans relations* » et donc sans mobilité. L'existence même de cette activité spécialisée dans l'élevage est donc conditionnée par des mouvements d'échanges entre les populations. Ainsi, historiquement, deux grands types de mouvements sont observés :

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

- Un déplacement vertical, fonction des étagements agro-écologiques et de l'altitude. Ainsi, les pasteurs de la puna péruvienne échangeaient jusqu'à 2, 3 à 4 fois par an avec les agriculteurs des étages inférieurs. Le sociologue et anthropologue John Victor Murra (1916-2006) parle alors « *d'archipel vertical andin* ».
- En parallèle de ces échanges, de nouveaux mouvements entre populations pastorales et commerçants des villes de l'Altiplano émergent au XIX^e siècle avec l'essor du marché mondialisé des produits lainiers. Les pasteurs de la puna péruvienne se rendaient 3 à 4 fois par an dans les villes les plus proches, afin d'échanger produits de l'élevage (fibre et viande) contre produits de première nécessité.

Les déplacements sont impératifs pour les sociétés de la puna, pas seulement pour se ravitailler en produits de première nécessité, mais également pour l'alimentation des troupeaux et leur abreuvement. Les conditions climatiques de la puna ne permettent pas aux pasteurs d'utiliser des prairies artificielles ou des cultures fourragères afin de faire des réserves pour l'alimentation de leurs troupeaux. Ceci implique donc une alimentation basée sur le pâturage sur pied de prairies naturelles, de grandes surfaces pâturables et des déplacements réguliers au cours de l'année. Historiquement, ces déplacements pastoraux sont rythmés par les saisons. En saison humide, les pasteurs vont privilégier les quartiers plutôt secs alors qu'en saison sèche, les pasteurs se tourneront vers les quartiers plutôt humides. Ici, les transhumances (il ne s'agit d'ailleurs pas véritablement d'une transhumance puisque **toute** la famille nucléaire se déplace saisonnièrement sur de courtes distances **au sein** d'un même étage écologique) ne sont donc pas fonction de l'altitude, comme nous pouvons l'observer par exemple dans les Alpes françaises, mais dépendent de la localisation de quartiers secs et de quartiers humides, pas nécessairement répartis selon un gradient altitudinal.

En guise de conclusion de cette partie, la puna péruvienne constitue une marge en interférence avec un système plus global, des contraintes fonctionnelles qui appellent des formes d'organisations particulières.

2. Des régions soumises à des pressions croissantes

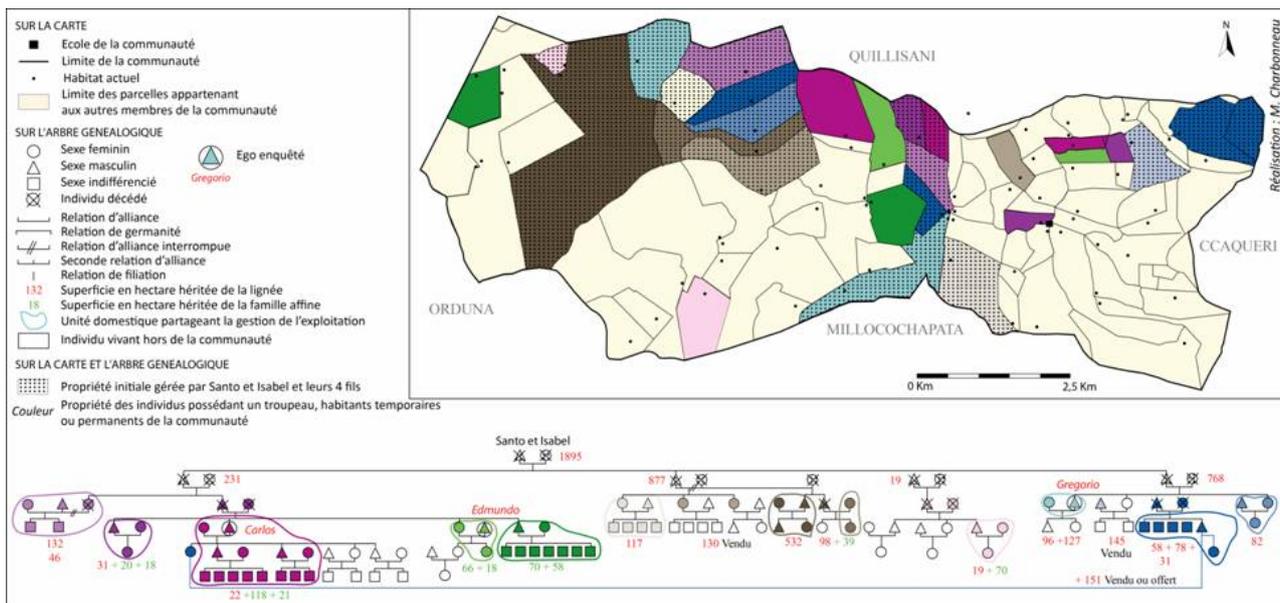
Dans les années 1990, les populations péruviennes qui étaient jusque-là à l'écart du développement économique du pays font pression sur les gouvernements afin d'obtenir des infrastructures de transports routiers. De nouveaux axes carrossables furent donc construits dans la puna. Ceux-ci engendrèrent l'ouverture de nouveaux marchés de commercialisation des produits de l'élevage, alpaga en tête. Les populations « des bas », en plus d'effectuer un service de transport collectif, purent ainsi commencer à commercer avec les populations de la puna péruvienne : la vente de produits de consommation courante (huile, farine, savon, etc.) compensait l'achat des produits de l'élevage. Un phénomène de concentration des populations de la Puna s'observe alors autour des lieux où s'installent les intermédiaires. Ce regroupement de populations jusqu'alors en perpétuels mouvements autour de ces centres pose question. En effet, les populations ont mis en place progressivement ces villages, alors que le fonctionnement communautaire était imposé par le bas.



Nouveau centre communautaire.
© M. Charbonneau.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Ce phénomène de polarisation est accéléré par la réforme agraire des années 1980 qui conditionna la redistribution de la majorité des terres aux seules communautés. A Paratia, la réforme est ainsi à l'origine de la création *ex nihilo* de 11 communautés. Cette intervention directe de l'Etat à travers la réforme agraire appuie le processus de polarisation dans la mesure où les villages qui surgissent correspondent au centre des communautés. La puna se fragmente ainsi en territoires communautaires ayant chacun son représentant politique, son école et son village. Depuis peu, les actions des ONG vont également dans le sens d'une valorisation d'un terroir communautaire. En effet, les ONG, en s'adressant de manière systématique aux communautés et non pas aux propriétaires individuels (cercles familiaux), incitent fortement les populations de la Puna péruvienne à se fédérer en communauté.



En outre, la croissance démographique et le réchauffement climatique provoquent une pression accrue sur les ressources naturelles. Les réponses apportées par les populations locales présentées par la suite sont étroitement liées à ce contexte de tension.

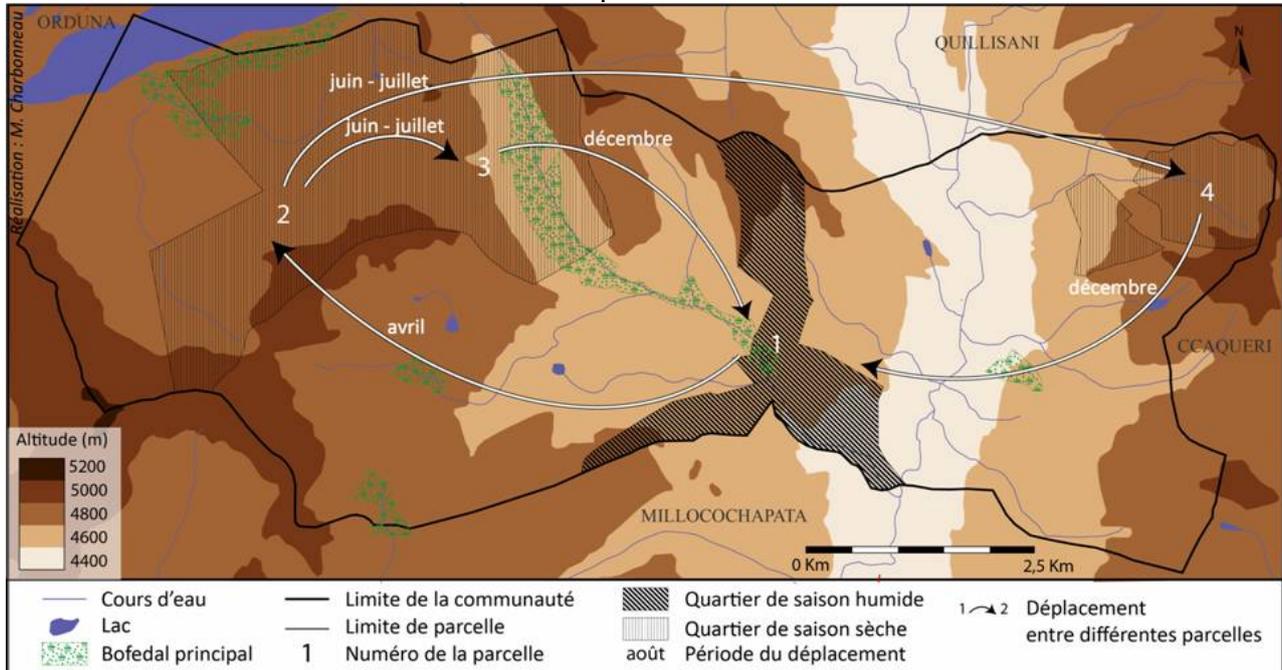
3. La marge : un foyer d'innovation

Ainsi, la diminution des ressources fourragères, combinée à la récente vie dans les centres communautaires va imposer aux populations de la Puna péruvienne d'être sans cesse innovantes afin de s'adapter. Ces innovations sont de trois ordres : la multiplication des déplacements saisonniers, l'association des logiques nomades et villageoises, la combinaison des logiques lignagères et communautaires.

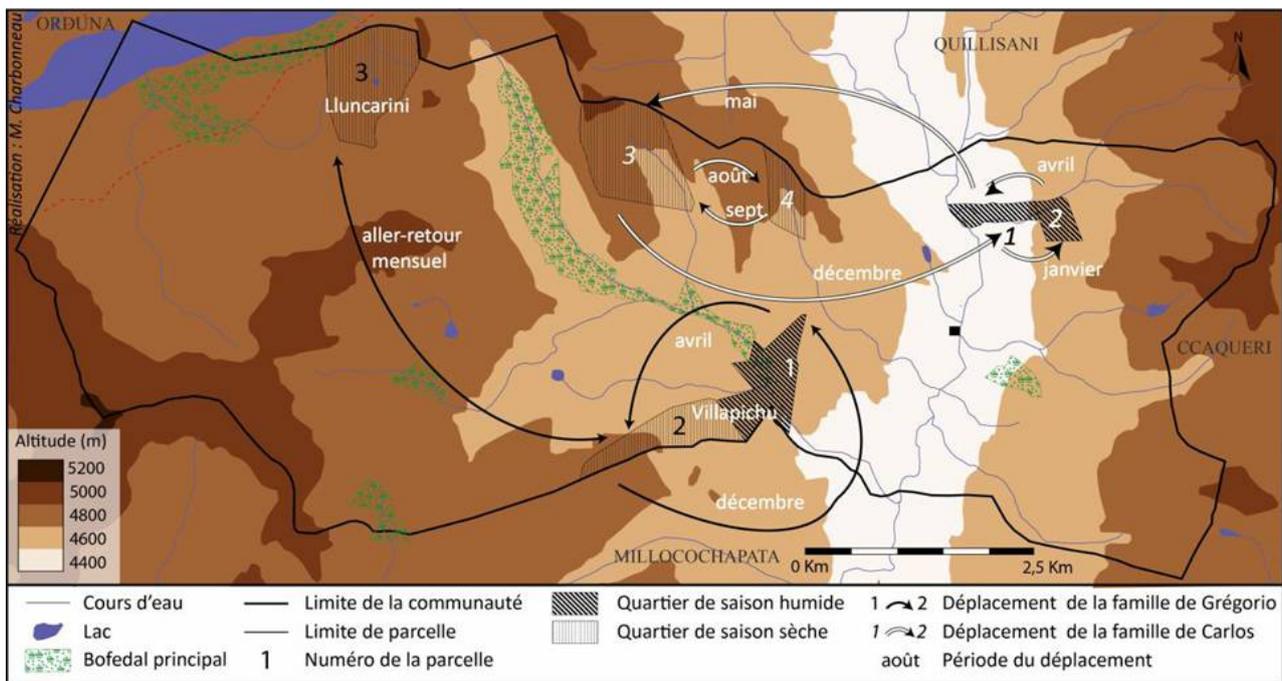
3.1. Vers une multiplication des déplacements saisonniers

La modification des déplacements (en fréquence et en distance) est l'innovation la plus marquante. On observe ainsi le délaissement du *traslado* (mouvement saisonnier rythmant la vie des populations) pour des déplacements plus spécifiques et plus nombreux. Par exemple, si un père effectuait trois déplacements dans une saison, le fils en effectue actuellement environ une douzaine. Cette augmentation des déplacements s'explique par la diminution de la ressource fourragère disponible. Ce phénomène conduit à l'augmentation de la production animale, du fait de l'augmentation de la qualité de la flore (quantitativement et qualitativement) et enfin diminue le gaspillage. La ressource fourragère est donc optimisée au maximum. D'un point de vue socio-

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013
 spatial, le mode de vie des populations de la puna correspond aujourd'hui à un genre de nomadisme basé sur un réseau de résidences fixes et multiples.



Organisation des quartiers et des mouvements saisonniers de la famille CC à Llanca au milieu du XX^e siècle.
 © M. Charbonneau.



Organisation des quartiers et des mouvements saisonniers de la famille CC à Llanca aujourd'hui. © M. Charbonneau.

3.2. Vers une association des logiques nomades et villageoises

La mise en accès de la puna incite aux migrations temporaires vers les centres urbains. Ainsi, seulement 41 % de la population ne s'est jamais rendu vers les centres urbains, alors que 30 % s'y rend régulièrement et 16 % y a émigré définitivement, alors qu'on ne comptait, jusqu'aux années 1960, qu'un ou deux migrants par communauté.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013*

Il y a donc la nécessité, pour les éleveurs, de vivre avec et près de leur troupeau mais également l'envie et le besoin de vivre dans les nouveaux villages. On observe alors l'apparition de « villages fantômes », occupés 1 à 2 jours par semaine (jour de marché) et peuplés au quotidien d'enfants scolarisés, de personnes âgées et des instituteurs.

L'apparition de ces bourgs encourage également les petits trajets au sein de la même zone de production. Ainsi, les hommes effectueraient environ 50 déplacements entre la ferme et les villages par an et près de 35 trajets pour les femmes, alors que ces déplacements étaient inexistantes jusqu'aux années 1980.

3.3. Vers une association des logiques lignagères et communautaires

Ces dernières années ont vu se multiplier les projets de coopération entre les familles comme la mutualisation des infrastructures d'élevage afin d'en répartir les coûts d'investissement et de fonctionnement ; le constat est le même pour les montages de projets avec les ONG. Des infrastructures, bénéficiant à l'ensemble de la communauté, voient le jour. Cependant, il convient de relativiser cette évolution, souvent avancées dans le discours des ONG. Ces infrastructures sont ouvertes à tous sur le papier mais, dans les faits, correspondent davantage à la manière de faire et de penser des migrants.

Apparaissent alors des inégalités criantes en termes d'accès à telles ou telles infrastructures, dans un territoire qui était jusqu'alors assez égalitaire, au moins d'un point de vue des pratiques agricoles. Le système de fonctionnement et de gestion des populations de la puna péruvienne allie donc fonctionnement individuel et fonctionnement communautaire.

Conclusion

La région de la puna péruvienne est un espace à l'écart, à la marge, qui échange et qui innove. C'est un espace organisé autour de populations peu denses, qui pratiquent le pastoralisme et vivent exclusivement des ressources issues de l'élevage. Mais des modifications apparaissent dans cette société :

- associant un mode de peuplement sédentaire à une spatialité nomade ;
- constituant un contre modèle dans un contexte mondial où le nomadisme pastoral est souvent tenu responsable d'une surexploitation des ressources naturelles ;
- avec l'émergence de localités qui ne constituent en réalité qu'une diffusion, dans les marges pastorales, d'un modèle de peuplement polarisé cherchant à asseoir le développement local sur le village et la communauté villageoise. Mais dans la pratique, ce modèle souvent importé de « l'extérieur » se heurte aux contraintes du territoire et aux pratiques des pasteurs.

Les sociétés peuplant la puna péruvienne se caractérisent par un peuplement hybride entre nomadisme et sédentarité, entre famille et communauté, entre regroupement et dispersion. La marginalité de ces régions semble donc « s'auto-entretenir ». Tout l'enjeu pour les habitants de la Puna est d'arriver à concilier le statique qu'impose le modèle villageois au mouvement du nomadisme.

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Questions

1. **Vous décrivez une société en mutation, mais ces mutations s'accompagnent-elles de conflits ?**

Ils apparaissent entre populations et sont liés à des espaces de moins en moins disponibles.

2. **Les familles sont-elles propriétaires des terrains sur lesquels elles se déplacent sans cesse ?**

Oui, pour la plupart, mais elles se déplacent aussi sur des terrains qui ne sont pas les leurs.

3. **Durant cette journée d'études, le rôle des ONG a souvent été décrié, mais ont-elles un rôle positif sur la Puna péruvienne ?**

Il faut s'appuyer sur certains critères pour le dire ; les programmes des ONG partent tous du même postulat de surpâturage. En outre, leurs solutions sont souvent coûteuses et sans lien avec les réalités locales.

4. **L'apparition de villages pose-t-elle des problèmes par rapport à la gestion de la ressource en eau ?**

Les villages se constituent par rapport à l'approvisionnement en eau. La présence d'eau implique aussi une certaine densification. Quant à l'électricité, elle vient d'arriver en 2012.

5. **Quels sont les circuits de commercialisation des produits issus de l'élevage, hors alpaga ?**

Les circuits de commercialisation de la viande d'alpaga sont plutôt des circuits courts, et rares sont les produits agricoles qui sortent de ces circuits pour s'inscrire dans un marché mondialisé.

Compte-rendu réalisé par Etienne JOBARD, Master I STADE

15^e Journée d'études *Géo'rizon. Montagnes des Sud*. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

Bibliographie indicative

- ALTING VON-GEUSAU L., 1977, *Integrative potentialities of Akha mythology* [manuscrit dactylographié], Chiang Mai, non publié, bibliothèque de L. Alting Von Geusau, 1977, 10 p.
- BLACHE M., 2005, « Des perceptions différenciées de l'environnement : le cas d'une aire de conservation nationale de biosphère au Laos, dans la province multiethnique de Luang Namtha », 2^e Congrès du Réseau Asie, 28-29-30 sept. 2005, Paris, Centre de Conférences Internationales, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Fondation Maison des Sciences de l'Homme, 10 p.
- BLACHE M., 2010, *Territoires et identités en Péninsule indochinoise : les Akha et la montagne au Laos*, Thèse de doctorat en géographie, dir. O. SEVIN, Université Paris IV-Sorbonne, 567 p. [résumé dans *Carnets de géographes*, n°2, 2011, Rubrique Carnets de soutenances].
- BONNEMAISON J., 1981, « Voyage autour du territoire », *L'Espace géographique*, tome X, n° 4 : 249-262.
- CHARBONNEAU M., 2008a, « De la transhumance au nomadisme : nouveaux modèles de déplacement dans les sociétés pastorales andines », *Mappemonde*, n° 90, p.1-20. <http://mappemonde.mgm.fr/num18/articles/art08203.html>
- CHARBONNEAU M., 2008b, « La commercialisation de l'alpaga dans le Sud péruvien : filière territorialisée et intégration », in *Ruralités Nords-Suds : Inégalités, Conflits, Innovations*, L'Harmattan, Paris, Actes du colloque de Poitiers 19-20 oct. 2006.
- CHARBONNEAU M., 2009a, *Gestion des ressources et peuplement des espaces pastoraux au défi de la modernité. Le cas des pasteurs de la puna péruvienne*, Thèse de doctorat en géographie-aménagement, Université de Pau et des Pays de l'Adour, dir. Y. POINSOT, 629 p. - 2^e Accessit de thèse 2010 prix de thèse 2010 du Comité National Français de Géographie. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00457546/en/>
- CHARBONNEAU M., 2009b, « Système de peuplement dispersé et regroupement dans les sociétés pastorales andines », *Annales de géographie*, n° 670, 6, p. 69-90.
- CHARBONNEAU M., POINSOT Y., 2008, « De l'individuel au collectif : les modes de gestion de l'élevage dans la puna péruvienne », *Etudes rurales*, n° 181, p. 39-60.
- COTTEREAU C., GAGNOL L., CHARBONNEAU M., 2012, « Demeurer pour rester mobile. Étude comparée des villages guarani, de l'Aïr et de la puna andine », Colloque « Les cultures du déplacement. Mobilités et requalifications des lieux et des territoires », Nîmes, 14-16 juin 2012.
- DEBARBIEUX, 1995, *Tourisme et Montagne*, Economica, 107 p.
- DOLLFUS O., 1989, « Réalités et perceptions comparées des Andes au Pérou et en Colombie », *Revue de Géographie Alpine*, tome 76, n°1-2-3, p. 171-186.
- Equipe MIT, 2002, *Tourismes 1, Lieux communs*, Belin, coll. Mappemonde, 319 p.
- Equipe MIT, 2005, *Tourismes 2, Moments de lieux*, Belin, coll. « Mappemonde », 349 p.
- Equipe MIT, 2011, *Tourismes 3. La révolution durable*, Belin, coll. « Mappemonde », 332 p.
- GAGNOL L., CHARBONNEAU M., 2011, « Au-delà du nomadisme et de la sédentarisation : analyse comparée des mobilités et des transformations résidentielles de l'espace pastoral andin et saharien », *Journées de géographie tropicale* (CNFG, laboratoire Dynamiques rurales).
- GOUROU P., 1984, *Riz et civilisation*, Paris: Fayard, 299p.
- HARDING G., 1968, "The Tragedy of the Commons", *Science*, vol. 162, n° 3859, p. 1243-1248.
- LANDEL P.-A., GAGNOL L., OIRY-VARACCA M. (à paraître), « La grille de lecture du développement territorial par la ressource spécifique : un outil d'analyse de quelques expériences marocaines et nigériennes », *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research*.
- LASLAZ L., dir., 2012, *Atlas mondial des espaces protégés. Les sociétés face à la nature*, Autrement, coll. « Atlas-Monde », 96 p.
- MESCLIER E., 1993, « Pérou : vers une redistribution des populations rurales andines ? Changement dans la société paysanne et évolution de l'organisation de l'espace », *Bulletin de l'Institut français d'Etudes Andines*, vol. 22, n° 3, p. 763-789.
- OIRY-VARACCA M., 2012, « La mobilisation des identités amazighes dans des projets de développement touristique. Dynamiques du branchement et de l'ancrage dans les montagnes marocaines », *Vi@*, « Tourismes et dynamiques identitaires », n°2, mis en ligne le 13 décembre 2012. URL : <http://www.viatourismreview.net/Article11.php>
- OIRY-VARACCA M., 2013, « Du tourisme de randonnée au tourisme patrimonial. L'identité, levier de recompositions territoriales dans la vallée des Aït Bouguemez (Haut Atlas, Maroc) ? », in DUVAL M., PEYRACHE-GADEAU V. et OUDADA M., coord., *Ressources patrimoniales et alternatives touristiques entre oasis et montagne*, Collection EDYTEM n°14, p. 45-56.
- OIRY-VARACCA M., à paraître, « Associations amazighes et associations de développement en milieu rural marocain: regard croisé », éditions Bouchène.
- OIRY-VARACCA M., à paraître, « La montagne marocaine : invention et réinvention des imaginaires touristiques », *Revue de géographie alpine/Journal of Alpine Research*, Lieux-dits.
- OIRY-VARACCA M., à paraître, « La réinvention des identités locales à travers la mobilisation de réseaux amazighs transnationaux. L'émergence d'un "cosmopolitisme enraciné" dans la montagne marocaine », éditions Actes Sud.

15^e Journée d'études Géo'rizon. Montagnes des Sud. Mercredi 18 & jeudi 19 décembre 2013

OIRY-VARACCA M., à paraître, « Les revendications autochtones au Maroc. Pour une approche postcoloniale pragmatique », *Espaces Populations Sociétés*.

OSTROM E., 1990, *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*, Cambridge: Cambridge University Press.

RETAILLE D., 2003, « Le destin du pastoralisme nomade en Afrique », *L'information géographique*, vol. 67, n°1, p. 88-102.

RIPERT B. et SACAREAU I., coord., 2003, « Des discours et des lois : gestion des ressources et politiques environnementales depuis 1950 », in SMADJA J., dir., *Histoire et devenir des paysages dans l'Himalaya népalais*, CNRS éditions, p. 365-400.

SACAREAU I., 1994, *Guides, porteurs et agences de trekking du Népal, étude géographique du tourisme himalayen et de sa dynamique socio-spatiale*, Thèse de doctorat en géographie, dir. O. DOLLFUS, Université Paris 7.

SACAREAU I., 1997a, *Porteurs de l'Himalaya, le trekking au Népal*, Belin, coll. Mappemonde, 271 p. [version remaniée de la thèse soutenue en 1994]

SACAREAU I., 1997b, « Tourisme, société de castes et changement social au Népal », *Géographie et Culture*, n° 22, p. 5-22.

SACAREAU I., 1999, « Les transformations d'une haute montagne par le tourisme : le massif des Annapurna dans l'Himalaya du Népal », *Annales de Géographie*, n°606, p. 20-44.

SACAREAU I., 2000, « Mise en tourisme et dynamique spatiale au Népal », *Mappemonde*, n° 58, juin 2000, p.12-16.

SACAREAU I., 2001, « Echelles, fonctions et dynamiques spatiales de la ville touristique : l'exemple de Katmandou », *Géocarrefour, Revue de Géographie de Lyon*, vol. 76, n°2, p. 151-158.

SACAREAU I., 2003a, « Gestion des ressources et évolution des paysages au sein de l'Annapurna Conservation Area Project, l'exemple de la Modhi Khola », in SMADJA J., dir., *Histoire et devenir des paysages dans l'Himalaya népalais*, CNRS éditions, p. 417-442.

SACAREAU I., 2003b, *La montagne, une approche géographique*, Belin, coll. « SupGéo », 288 p.

SACAREAU I., 2009, « Evolution des politiques environnementales et tourisme de montagne au Népal », *Revue de Géographie Alpine* [En ligne], 97-3 | 2009, mis en ligne le 10 décembre 2009. URL : <http://rga.revues.org/1018> ; DOI : 10.4000/rga.1018

SACAREAU I., 2011, « La diffusion du tourisme dans les sociétés non occidentales. Entre imitation et hybridation, l'exemple de la fréquentation de la montagne himalayenne par les touristes indiens », *Espaces*, « Tourisme et mondialisation », 8 p.

SMADJA J., dir., 2003, *Histoire et devenir des paysages en Himalaya. Représentations des milieux et gestion des ressources au Népal et au Ladakh*, CNRS éditions, coll. « Espaces et milieux », 646 p.

- - -

Remerciements aux quatre conférencières et aux cinq étudiants de Master 1 ayant pris en note les interventions. Comptes-rendus relus et amendés par chaque conférencier.

- - -

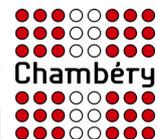
Une journée d'études organisée par le Département de Géographie de l'Université de Savoie, avec le soutien de



UNIVERSITE
CHAMBERY
ANNECY SAVOIE

OFFICE
DE TOURISME CHAMBERY
CHAMBERY TOURISME & CONGRES

Pôle Montagne et Grands Evénements



PARTENAIRE

Responsable scientifique (invitation des conférenciers, relecture et mise en forme des comptes-rendus) et organisation :

Lionel LASLAZ - 04 79 75 86 87 - lionel.laslaz@univ-savoie.fr